

LA PRESSE

COMMISSION CHARBONNEAU

JUSQU'À 85 % PLUS CHER À MONTRÉAL

La collusion, des plans « mal définis », des exigences techniques « particulières » et des « extras » ont longtemps gonflé les coûts des travaux d'aqueduc et d'égout.

DES ENREGISTREMENTS EMBARRASSANTS POUR ROBERT MARCIL PAGES A6 ET A7



SOMMET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

VERS UNE HAUSSE DE 70\$ PAR ANNÉE

VINCENT MARISSAL

UN SCÉNARIO BIEN HUILÉ

PAGES A2 ET A3

Quelque 1000 personnes ont manifesté dans les rues de Montréal hier, notamment près de L'Arsenal où se tient le Sommet, pour demander la gratuité scolaire.

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

Le producteur-réalisateur Seth MacFarlane, animateur de la 85^e cérémonie des Oscars.



MARC CASSIVI

OSCARS ET AUTRES ACCESSOIRES

HUGO DUMAS

PEU D'ÉLECTRICITÉ AUX AUDIMÈTRES

ARTS

PHOTO ROBYN BECK, AGENCE FRANCE-PRESSE

EXCLUSIF

OPÉRATION NETTOYAGE

Québec entend mettre au pas les Conférences régionales des élus.

PAGE A11

MARIE-CLAUDE LORTIE

LA MONTAGNE ET LE CUISINIER

PAGE A8

AGNÈS GRUDA

LA FACE SOMBRE DE L'ARMÉE AMÉRICAINE

PAGE A16



PHOTO PATRICK WOODBURY, LE DROIT

Ben Bishop a été la grande vedette du match avec 44 arrêts dans une victoire des Sénateurs 2 à 1, en fusillade.

LES SÉNATEURS SE SAUVENT AVEC LA VICTOIRE

SPORTS

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Le Sommet sur l'enseignement supérieur aura duré moins longtemps que les Oscars.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



LV 621 924 987 651

sunwing.ca
FORT LAUDERDALE FLORIDE
VOLS HEBDOMADAIRES AU DÉPART DE MONTRÉAL
7 AU 23 MARS (ALLER-RETOUR) À PARTIR DE **510\$** PAR PERSONNE - TAXES INCLUSES
Contactez votre agence de voyages ou visitez le www.sunwing.ca. Titulaire d'un permis du Québec. 25/02/2013

RDI MATIN 5H
MARC ANDRÉ MASSON

RDI

RÉALISATION-COORDINATION: MATHIEU CARLI

SOMMET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

COLLISION SUR LES DROITS DE SCOLARITÉ

VERS UNE HAUSSE DE 3%



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, et la première ministre du Québec, Pauline Marois, souhaitent que la question des droits de scolarité soit tranchée aujourd'hui. « On ne peut pas reporter éternellement la décision », a dit le ministre Duchesne.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 12	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 11	Loteries	A 15
Bourse	AFFAIRES 8	Monde	A 16 et A 17
Débats	A 18 et A 19	Petites annonces	AFFAIRES 9
Décès	AFFAIRES 11	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable, maximum 3, minimum -1. AFFAIRES 9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

TOMMY CHOUINARD
ET PASCALE BRETON

La première ministre Pauline Marois entend indexer les droits de scolarité de 3 %, ce qui représente une hausse de 70 \$ par année. Et malgré une levée de boucliers des associations étudiantes et des syndicats, elle n'a manifesté aucune intention de reculer.

Elle a plutôt tenté de convaincre les associations étudiantes de se rallier à sa position en affirmant qu'un autre gouvernement ne pourrait rouvrir le dossier.

« Si on était capable d'arriver [à un consensus], je crois que c'est indéfaisable par un autre gouvernement qui suivrait sans provoquer une crise », a-t-elle affirmé hier soir en clôturant le premier jour du Sommet sur l'enseignement supérieur. Elle a rappelé que le Parti libéral et la Coalition avenir Québec préconisent des hausses plus élevées.

Québec a mis sur la table une indexation de 3 %, qui correspond à la croissance du revenu disponible des familles. Les frais afférents augmenteraient également de 3 %. En contrepartie, Québec créera un chantier de travail avec les associations étudiantes pour bonifier de 25 millions de dollars par année le régime de prêts et bourses. Il entend adopter d'autres mesures pour « réduire l'endettement étudiant ». Pauline Marois a souligné que la valeur de ces bonifications est supérieure à la hausse des droits de scolarité.

Déception chez les étudiants

Les fédérations étudiantes ont rejeté sa proposition. « On est extrêmement déçus. On se serait attendus que le gouvernement fasse ses devoirs au lieu de présenter une position toute faite, basée sur des sondages », a tonné la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins. « Quand j'entends que 3 %, c'est pas tant que ça... Écoutez, à la sixième année, c'est 400 \$ de plus. »

Les syndicats ont prêté main-forte aux associations étudiantes. La CSN, la FTQ et la CSQ ont demandé au

gouvernement de renoncer à l'indexation et de lancer un chantier de travail sur l'accessibilité aux études supérieures.

Mais Pauline Marois ne veut plus « tourner autour du pot ». Elle a affirmé que la question devra être tranchée aujourd'hui. « On ne peut pas reporter éternellement la décision. Le Sommet doit aboutir sur cette question », a dit de son côté le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne. Il a martelé qu'une indexation est « raisonnable ». Léo Bureau-Blouin, ex-leader étudiant devenu député, a ajouté son grain de sel en disant que l'indexation est un « compromis » tout à fait acceptable.

De son côté, la présidente de la Conférence des recteurs

de nombreux chantiers de travail, dont plusieurs ne verront toutefois pas leur achèvement avant l'année prochaine.

Québec vient ainsi de nommer Lise Bissonnette, qui a été à la tête de la Grande Bibliothèque et du *Devoir*, à la coprésidence d'un groupe de travail en vue de la création du Conseil national des universités.

Le gouvernement veut aussi faire adopter une loi-cadre sur les universités d'ici l'automne, en plus de revoir la reddition de comptes et les règles de financement des universités.

Concernant ce dernier aspect, Québec a dévoilé qu'une part importante de l'enveloppe de 1,7 milliard promise aux universités d'ici sept ans fera l'objet d'un « réinvestisse-

« On est extrêmement déçus. On se serait attendus que le gouvernement fasse ses devoirs au lieu de présenter une position toute faite, basée sur des sondages. »

— Martine Desjardins, présidente de la FEUQ

et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Luce Samoisette, juge qu'une indexation est « satisfaisante ». Elle permettrait de regarnir les coffres des universités de plus de 200 millions de dollars en six ans. « C'est certainement une formule qui est acceptable », a aussi dit Louise Roy, présidente du conseil d'administration de l'Université de Montréal. Ainsi, « 70 \$, c'est clair que c'est un effort, mais c'est un geste nécessaire ».

Le patronat juge que l'indexation est « un minimum ». « J'espère qu'il n'y aura pas une crise dans les rues pour une hausse de 1,35 \$ par semaine! » a lancé Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat. « C'est un bon deal. Et je souligne que les associations étudiantes n'ont pas le monopole de la jeunesse », a soutenu Christian Bélair, directeur du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec.

Par ailleurs, cette première journée du Sommet a surtout été l'occasion de mettre sur pied

ment stratégique » pour atteindre des « objectifs nationaux ». Le gouvernement Marois ressuscite en quelque sorte les contrats de performance pour les universités.

Les recteurs n'ont pas manqué de déplorer le fait qu'ils ont eu à peine une quinzaine de minutes pour prendre connaissance du document d'une douzaine de pages avant d'en débattre.

« On espère que le gouvernement fera preuve de souplesse », a dit Luce Samoisette, de la CREPUQ, au sujet des « objectifs nationaux ».

Quant aux compressions de 250 millions imposées aux universités, le gouvernement a glissé dans un document qu'il pourrait y avoir une « réduction de l'effort budgétaire » demandé.

Des négociations sont toujours en cours à ce sujet entre Québec et les recteurs. La première ministre Pauline Marois a soutenu qu'elle ne reculera pas sur ces compressions, mais qu'elle souhaite « atténuer leur impact ».

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTREAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS 1 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

SOMMET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

LES THÈMES DU JOUR

ACCESSIBILITÉ ET
PERSÉVÉRANCE
AUX ÉTUDES

Québec veut indexer les droits de scolarité de 3% par année. Cela correspond à une hausse de 70 \$ par année. Cette augmentation représente 288 millions en six ans, de 2013-2014 à 2018-2019. Les frais afférents seront également indexés.

Québec crée un chantier de travail avec les associations étudiantes pour bonifier l'aide financière aux études de 25 millions par année.

Québec augmente à 45 000 \$ le seuil de contribution parentale dans le calcul de l'aide financière aux études. Cela permettra de verser 263 millions de plus en bourses en 6 ans, dont 18 millions en 2013-2014.

Québec bonifie le programme de remboursement différé des dettes d'études de 2 millions par année. Québec réduit de 20% à 8% le taux du crédit d'impôt non remboursable pour les droits de scolarité afin de financer les différentes bonifications de l'aide financière.

FINANCEMENT
DES UNIVERSITÉS

Québec entend réinvestir 1,7 milliard sur une période de sept ans dans les universités. Les subventions augmenteraient graduellement pour atteindre 3,8 milliards en 2018-2019, une hausse de 800 millions par rapport à cette année.

Québec ressuscite les contrats de performance. Il veut que son réinvestissement soit lié à l'atteinte « d'objectifs nationaux » comme l'embauche de professeurs et la hausse du taux d'obtention de diplôme, notamment chez les étudiants de première génération. Chaque université devra signer une entente avec le gouvernement pour définir les mesures visant à respecter les objectifs. Il y aura suivi et reddition de comptes par rapport à l'atteinte de ces objectifs.

Québec créera un groupe de travail chargé de revoir la politique de financement des universités. Ce groupe aura également pour mandat d'étudier « la possibilité de moduler les droits de scolarité selon les domaines d'études ». Le rapport final est attendu en juin 2014.

QUALITÉ DE
L'ENSEIGNEMENT
ET GOUVERNANCE
DES ÉTABLISSEMENTS

Québec mettra sur pied un Conseil national des universités. Cet organisme consultatif serait chargé de donner son avis sur le développement du réseau universitaire et l'amélioration de la transparence des établissements, par exemple. Un chantier de travail sera créé pour définir son mandat et sa composition. Il devra faire ses recommandations au ministre d'ici le 28 juin 2013. Québec veut déposer un projet de loi en septembre.

Québec crée un chantier de travail pour élaborer une loi-cadre sur les universités, qui sera déposée avant la fin de l'année. Cette loi permettrait de « faire valoir les valeurs et les fondements de la mission des universités ». Elle servirait à revoir les règles de gouvernance des universités, notamment au sujet de la composition des conseils d'administration.

Québec met en place un groupe de travail pour revoir les pratiques de reddition de comptes et les simplifier. Il veut des états financiers plus transparents et comparables d'un établissement à l'autre.

RECHERCHE ET
COLLABORATION
ENTRE LES
ÉTABLISSEMENTS

Québec va mettre sur pied une Politique nationale de la recherche et de l'innovation d'ici le mois de juin. L'objectif est une augmentation des investissements en recherche et développement à 3% du PIB. Des assises seront organisées en avril pour préparer cette politique. Une part de 25% de la somme de 1,7 milliard que le gouvernement a promis de réinvestir dans l'enseignement supérieur d'ici 2018-2019 sera dévolue à la recherche.

Québec crée un chantier de travail sur l'offre de formation collégiale au Québec pour réfléchir à l'offre de formation et à la mise en place de créneaux régionaux. Le rapport final et les recommandations seront remis le 28 juin 2014.

Québec investira 15 millions pour soutenir des projets d'arrimage entre les collèges et les universités. Il renforcera le soutien aux étudiants ayant des besoins particuliers. Ils ont augmenté de 285% entre 2007 et 2011. La majorité d'entre eux présente un trouble d'apprentissage, un trouble mental ou un trouble de déficit de l'attention.

—Tommy Chouinard et Pascale Breton

PROTESTATIONS CONTRE LE SOMMET



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

Près de 1000 personnes ont marché dans les rues du centre-ville et devant L'Arsenal, où se tient le Sommet sur l'enseignement supérieur, hier en après-midi. Tout au long de leur chemin, les manifestants ont scandé des slogans pour demander la gratuité scolaire. À un moment, dans la rue Sainte-Catherine, la tension entre policiers et protestataires est montée d'un cran. Deux personnes ont été arrêtées. Dans la nuit de dimanche à lundi, trois bureaux de députés péquistes ont aussi été vandalisés. La porte du bureau de Pierre Duchesne, ministre responsable du Sommet, et la façade de celui de Léo Bureau-Blouin, ex-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, ont été peintes en rouge. Les vitres du bureau de Jean-François Lisée ont été fracassées. Aucun suspect n'a été arrêté dans ces dossiers.

— Émilie Bilodeau et David Santerre

Quel chantier!



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

On l'accuse souvent d'improviser presque quotidiennement au pouvoir depuis six mois, mais cette fois, il faut admettre que le gouvernement Marois est arrivé très bien préparé au Sommet sur l'enseignement supérieur, hier matin à Montréal.

Les « propositions » du gouvernement étaient détaillées noir sur blanc (proposition étant ici un drôle de choix de mot, puisque seul le gouvernement a déposé des documents sur la table), les communiqués étaient rédigés, les « lignes de presse » bien apprises, l'appel au consensus omniprésent dans le discours, les calculs faits et le plan de match pour les prochains mois, décidé. Un scénario bien huilé, avec, autour de la table, une kyrielle d'intervenants, dont les chefs de

aux étudiants. On crée aussi un Conseil national des universités; on lance plusieurs études (notamment sur les conditions de vie des étudiants) et on promet des assises nationales de la recherche et de l'innovation.

Bref, le gouvernement veut régler immédiatement, par une indexation de 3% des droits de scolarité, la question explosive qui a provoqué la crise de l'an dernier... et repousser les questions de fond, comme le financement des universités et les politiques de recherche et d'innovation. Le gouvernement vient de libérer le chemin, du moins l'espère-t-il, jusqu'aux prochaines élections.

Dans les minutes qui ont suivi le dévoilement de la proposition d'indexation du gouvernement, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, a affirmé que l'augmentation de 3% était inacceptable, mais reconnaissait du même souffle que l'état de mobilisation du mouvement étudiant n'est plus ce qu'il était l'an dernier.

Difficile de dire que M^{me} Desjardins rageait, parce qu'elle a toujours un magnifique sourire fendu jusqu'aux oreilles,

On a cru pendant des mois que ce sommet se dirigeait inévitablement vers un fiasco, mais finalement, force est d'admettre que Pauline Marois, son ministre Pierre Duchesne et leurs conseillers ont assez bien tiré leur épingle du jeu.

trois partis de l'opposition, qui auraient mérité un Oscar pour meilleur acteur de soutien tellement tout cela s'est déroulé paisiblement.

On a cru pendant des mois que ce sommet se dirigeait inévitablement vers un fiasco, mais finalement, force est d'admettre que Pauline Marois, son ministre Pierre Duchesne et leurs conseillers ont assez bien tiré leur épingle du jeu.

Cela ne veut pas dire, tant s'en faut, que ce sommet, qui prendra fin ce midi, aura accouché des solutions attendues depuis longtemps, notamment pour le sous-financement des universités tant décrié par les recteurs, pour l'embauche des centaines de professeurs manquants, pour la recherche, entre autres choses.

Au cours de la dernière campagne électorale, le Parti québécois a gagné du temps en promettant un Sommet sur l'enseignement supérieur. Près de six mois tard, le gouvernement péquiste « achète » de nouveau du temps en ressortant un vieux truc: des chantiers!

D'abord, faire passer l'indexation des droits de scolarité, tel était le but de ce sommet. Pour le reste, on verra dans 6, 12, voire 18 mois.

On lance donc un chantier sur le financement des universités, sur l'offre de formation collégiale et, bien sûr, sur l'aide financière

mais elle était mécontente de voir le gouvernement ne retenir qu'un seul scénario – une indexation à 3% – et de le voir revenir avec l'idée de moduler les droits de scolarité en fonction du programme d'étude, « ce dont il n'a pas été question dans les rencontres préparatoires », insiste-t-elle.

Mais, surtout, les étudiants étaient frustrés de voir que toutes les mesures sont repoussées en 2014-2015, sauf l'indexation des droits de scolarité, qui entrera en vigueur dès septembre.

Par ailleurs, les étudiants ne se font pas d'illusion quant à une éventuelle baisse des frais afférents, une vache sacrée pour les recteurs.

En fin de soirée, Martine Desjardins avait perdu son proverbial sourire, reprochant au gouvernement, dans une envolée passionnée, de ne pas avoir fait ses devoirs et de recourir, comme le précédent gouvernement, à une hausse des droits de scolarité.

M^{me} Desjardins n'a toutefois pas agité la menace d'une nouvelle mobilisation, pas plus qu'elle n'a mis en garde le gouvernement contre un rejet massif de sa proposition. Le printemps érable semble bel et bien fini.



Pour joindre notre chroniqueur:
vincent.marissal@lapresse.ca



DÉCOUVRIR

NISSAN CASSE LA GLACE



Pathfinder platine 2013 illustré

LE NOUVEAU PATHFINDER 2013 CAPACITÉS MAXIMALES

LOCATION À PARTIR DE
398\$¹ /60 MOIS
AVEC 1 450\$ EN COMPTANT INITIAL

METTEZ-LE AU DÉFI MAINTENANT EN CONCESSION



Sentra 1.8 SR 2013 illustrée

SENTRA 2013 NOUVELLE DE A à Z

EN LOCATION À PARTIR DE
188\$¹ /60 MOIS

AVEC
0\$ EN COMPTANT INITIAL

MEILLEURE CONSOMMATION
COMBINÉE DE SA CATÉGORIE²



Rogue SL à traction intégrale 2013 illustré

ROGUE 2013 POLYVALENT. PERFORMANT. PALPITANT.

EN LOCATION À PARTIR DE
257\$¹ /60 MOIS
AVEC 1 000\$ EN COMPTANT INITIAL

1 500\$
DE REMISE À LA LOCATION POUR
LE ROGUE S À TRACTION AVANT 2013 INCLUS



Berline Altima 3.5 SL
2013 illustrée

BERLINE ALTIMA 2013 ENTIÈREMENT REPENSÉE

EN LOCATION À PARTIR DE
298\$¹ /60 MOIS

AVEC
0\$ EN COMPTANT INITIAL

MEILLEURE CONSOMMATION
SUR ROUTE DE SA CATÉGORIE²



VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI OU CONSULTEZ NISSAN.CA POUR PLUS DE DÉTAILS^{^^}

L'Association des concessionnaires Nissan du Québec

Le programme « NISSAN CASSE LA GLACE » est en vigueur du 1er au 28 février 2013. Les offres de location sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour une durée limitée, sont sujettes à l'approbation de crédit et sont exclusives. Tous les prix comprennent les frais de transport et de pré livraison, la taxe sur le climatiseur (si applicable), la taxe écologique sur les pneus neufs, les rabais du fabricant et les contributions des concessionnaires. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants et pouvant faire l'objet de changements ou modifications sans préavis. Les concessionnaires peuvent louer à prix moindre. Visitez votre concessionnaire pour tous les détails. 1) Les offres de location sur 60 mois sont applicables aux modèles neufs suivants : Pathfinder S 4x2 2013 (5CSG73 AA00), avec boîte automatique/Sentra 1.8 S 2013 (C4LG53 AA00), avec boîte manuelle/berline Altima 2.5 2013 (T4LG13 AA00), avec boîte CVT/Rogue S à traction avant 2013 (W6RG13 AA00), avec boîte CVT. Mensualités de 398 \$/188 \$/298 \$/257 \$ pour un terme de 60 mois avec 1 450 \$/0 \$/0 \$/1 000 \$ en comptant initial ou échange équivalent et incluant 450 \$ en contribution des concessionnaires du Québec pour la berline Altima 2.5 2013 et 1 500 \$ de remise à la location pour le Rogue S à traction avant 2013. Taux de location de 3,9 %/1,9 %/2,9%/0,9%. L'obligation totale de location est de 25 332 \$/11 268 \$/17 866 \$/16 440 \$. Basé sur une allocation de 20 000 km par année avec 0,10 \$/km supplémentaire. 2) Source pour la berline Altima 2013/la Sentra 2013 : Par rapport à la consommation de carburant des berlines intermédiaires/compactes 2013 concurrentes avec moteur à combustion interne, selon les données publiées par Autodata en date du 13 décembre 2012. Véhicules hybrides et diesels exclus. Les cotes de consommation de carburant (L/100 km) sont calculées en fonction de conditions de conduite optimales, de la consommation moyenne de carburant sur route et de la capacité du réservoir à essence du véhicule, selon Nissan Motor Co. Ltd. La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des groupes motopropulseurs, des habitudes de conduite et d'autres facteurs - à utiliser à des fins de comparaison seulement. Berline Altima 2013 : moteur de 2,5 L (5,0L/100 km sur route | 7,4L/100 km en ville), moteur de 3,5 L (6,4L/100 km sur route | 9,3L/100 km en ville). Sentra 2013 : transmission CVT (4,9 L/100 km sur route | 6,6 L/100 km en ville) | 5,8 L/100 km combinée), transmission manuelle (5,5 L/100 km sur route | 7,5 L/100 km en ville | 6,6 L/100 km combinée). ▲ Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

ACTUALITÉS



PHOTO ADRIAN WYLD, LA PRESSE CANADIENNE

Patrick Brazeau a été exclu du caucus conservateur le jour de son arrestation, le 7 février.

AFFAIRE BRAZEAU

La victime a livré un récit accablant

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — La dispute à l'origine de l'arrestation de Patrick Brazeau aurait éclaté au sujet du dossier autochtone, peut-on lire dans la demande de mandat de perquisition présentée par le Service de police de la Ville de Gatineau.

Le document obtenu par *La Presse* relate de manière troublante les événements violents qui se seraient déroulés dans les heures qui ont précédé la mise en accusation du sénateur du Québec pour voies de fait et agression sexuelle.

Un interdit de publication qui vise l'identité de la victime a été ordonné par la cour dans ce dossier.

Selon la version des faits de cette dernière, relatée par les policiers, la dispute aurait éclaté «concernant la problématique du dossier autochtone». La «dénonciation en vue d'obtenir un mandat» ne donne pas de détails quant à la nature exacte du différend. Les policiers précisent seulement: «Elle ne le supporte pas».

Lui-même autochtone, le sénateur Brazeau a été impliqué dans une série de controverses entourant ce dossier au cours des derniers mois. Alors qu'il siégeait toujours dans le caucus conservateur, il a formulé des critiques acerbes et souvent mal reçues par rapport au mouvement Idle No More et à la gestion de certaines communautés. Le soir précédant son arrestation, le réseau CTV a aussi rapporté que pendant plusieurs années, il avait fourni aux autorités du revenu une fausse adresse dans une réserve pour profiter d'exemptions fiscales.

Poussée en bas des escaliers

Le ton aurait donc monté et Patrick Brazeau serait devenu agressif. Il aurait frappé la victime aux bras à plusieurs reprises. Il lui aurait craché au visage en l'insultant et lui aurait mis la main autour du cou pour l'étrangler.

La violence était telle, selon ces allégations présentées aux policiers, que M. Brazeau lui aurait aussi fait subir des attouchements sexuels brutaux et l'aurait poussée dans les escaliers.

Deux appels auraient été faits au 9-1-1. Dans le premier, à 9h04, la victime «en pleurs» aurait seulement dit, avant de raccrocher: «Oui, allô, c'est la police». Dans le deuxième, deux minutes plus tard, elle aurait précisé avoir été frappée et identifié le sénateur comme étant son agresseur.

Lors de l'arrivée de la police, M. Brazeau était enfermé dans une pièce.

«Non coupable»

Dans les heures qui ont suivi l'arrestation, les policiers ont réclamé un mandat pour trouver un soutien-gorge, une chemise et un bouton de pantalon. Ils auraient été déchirés lors de l'altercation et pourraient servir d'éléments de preuve.

On ignore toujours la version des faits de l'accusé, qui a plaidé non coupable lorsqu'il a comparu le lendemain des événements au palais de justice de Gatineau. On ignore aussi ce qu'il a dit à la police lors de son arrestation. Il doit revenir en cour le 22 mars.

Depuis l'incident, la seule déclaration publique de M. Brazeau a été faite sur Twitter, un soir de la semaine dernière. Il y a rédigé un bref poème, suggérant qu'il était blessé, mais qu'il n'était pas mort et qu'il se relèverait.

Stephen Harper, qui l'a lui-même nommé au Sénat, l'a expulsé du caucus conservateur à peine quelques heures après l'incident. Ses collègues sénateurs lui ont quant à eux imposé un congé. Bien qu'il continue à toucher son salaire en attendant l'issue du procès, il ne pourra pas participer aux débats de la Chambre haute et son utilisation des ressources parlementaires devra être autorisée par le comité de régie interne.

Bombardier soupçonnée de corruption en Algérie

FABRICE DE PIERREBOURG

Après SNC-Lavalin, c'est au tour de Bombardier Aéronautique de voir son nom cité dans la presse algérienne dans le cadre du gigantesque scandale de corruption au sein de Sonatrach, société d'État responsable de la gestion des hydrocarbures en Algérie.

Les autorités algériennes s'intéresseraient désormais aux conditions dans lesquelles la firme montréalaise Bombardier a remporté, en 2006 et en 2007, deux contrats de vente de quatre avions Dash-Q400 puis de quatre Dash-Q200 à la société Tassili Air Lines, filiale à 100% de Sonatrach. C'est en tout cas ce que rapporte le site d'information *Algériel*, qui se base sur des «sources sûres».

Comme dans le cas de SNC-Lavalin, on s'interrogerait sur le rôle joué par l'intermédiaire montréalais Farid Bedjaoui. Ce riche *play-boy*, neveu de l'ex-ministre des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui, fait déjà l'objet d'une enquête de la justice italienne et algérienne pour des pots-de-vin qui lui auraient été versés par plusieurs firmes étrangères. C'est grâce à cet agent d'affaires controversé que SNC-Lavalin aurait obtenu des contrats d'une valeur d'un milliard de dollars en Algérie.

Le média algérien rappelle qu'en 2006, déjà, le premier contrat signé en présence de Pierre Beaudoin, président et chef de la direction de Bombardier, et attribué à la suite d'un appel d'offres public, avait fait l'objet de soupçons. On le considérait en effet comme «ni conforme ni transparent».

À l'époque, le directeur de l'exploitation de Tassili Airlines a affirmé qu'il avait «choisi l'avion de ligne Bombardier Q400 en raison de ses caractéristiques exceptionnelles en matière d'économie de carburant, de vitesse et de confort des passagers» et «de grande fiabilité sous le climat nord-africain».

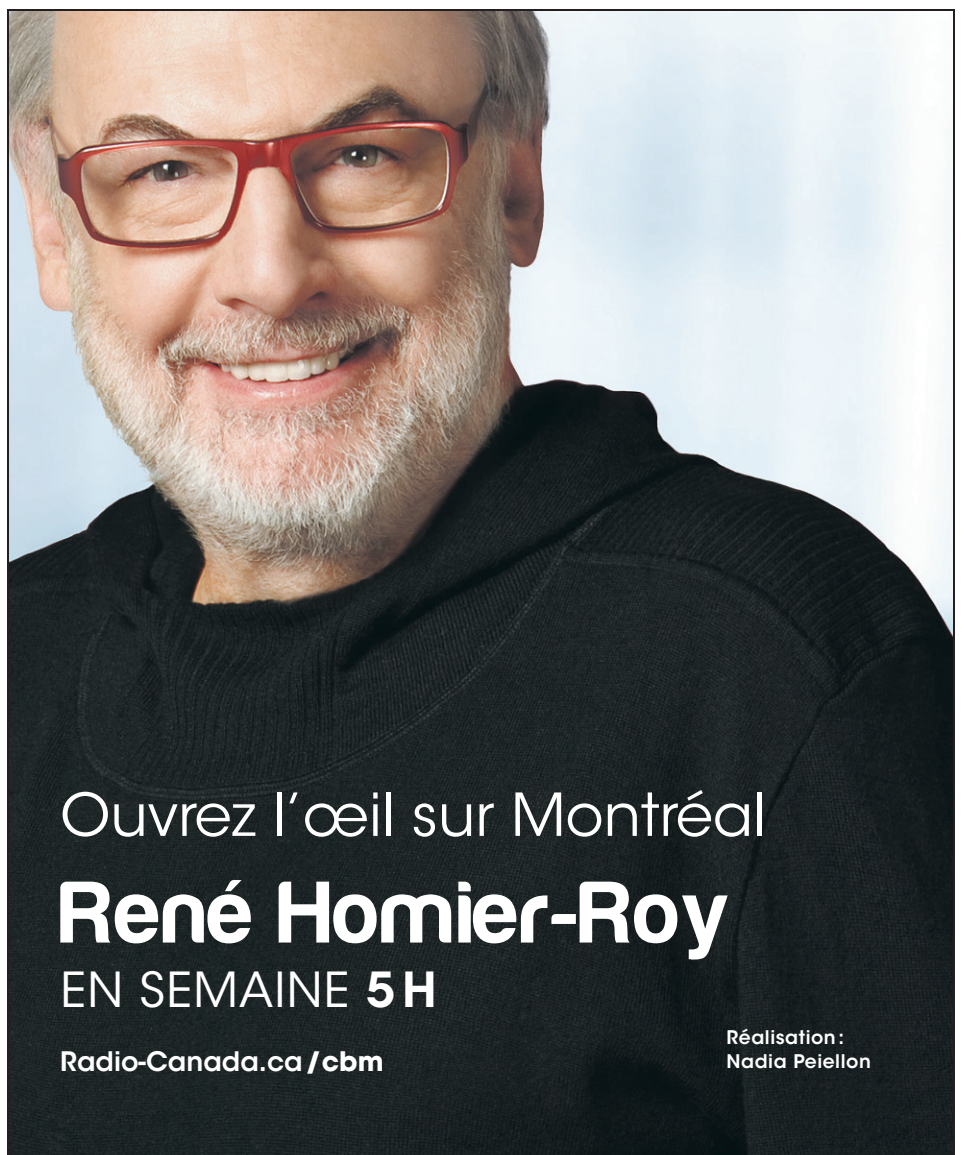
Avec ce contrat de 103 millions US, Bombardier réalisait une première percée en Algérie, marché dominé jusque-là par Airbus, Boeing et ATR. Tassili Airlines possède 12 appareils, dont ces 8 Bombardier.

Bombardier Aéronautique a indiqué hier à *La Presse* que la société ne connaît pas Farid Bedjaoui et n'a jamais eu recours à ses services. «Nous avons vendu nos huit avions à Tassili directement», assure Marc Duchesne, porte-parole de l'avionneur, qui n'a par ailleurs pas souhaité commenter les allégations entourant ces deux contrats.

Appel de l'ex-juge Delisle La crédibilité de la preuve balistique attaquée

L'avocat Jacques Larochelle s'est affairé, hier, au palais de justice de Québec, à tailler en pièces la preuve balistique ayant servi à faire condamner son client, le juge à la retraite Jacques Delisle. Lex-juge de la Cour d'appel se retrouve lui-même en Cour d'appel en vue d'obtenir son acquittement ou de subir un nouveau procès. Selon M^e Larochelle, le verdict du jury était déraisonnable puisque les experts convoqués par la Couronne ont admis en contre-interrogatoire que M^{me} Rainville

aurait pu tenir l'arme qui l'a tuée. Devant le juge Nicholas Kasirer, l'avocat a traité de menteur un des trois experts en balistique appelés à la barre, estimant qu'il n'avait pas respecté les règles de l'art dans l'exécution de son travail en laboratoire. Jacques Delisle a été reconnu coupable, en juin dernier, du meurtre prémédité de son épouse, Nicole Rainville, commis en novembre 2009. Il purge une peine d'emprisonnement à perpétuité. — La Presse Canadienne



Ouvrez l'œil sur Montréal

René Homier-Roy

EN SEMAINE 5H

Radio-Canada.ca/cbm

Réalisation: Nadia Peiellon



Ratissez large!

Catherine Perrin

EN SEMAINE 9H

@RC_ML
Radio-Canada.ca/catherine

Réalisation: Dominique Depatie



Entrez dans le vif de l'actualité

Michel C. Auger

EN SEMAINE 11H

@midiinfo
Radio-Canada.ca/midiinfo

Réalisation: Philippe Brazeau

ÉCOUTEZ POUR VOIR

95,1^{FM}
PREMIÈRE CHAÎNE

COMMISSION CHARBONNEAU

LA PART DU LION À QUATRE REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

1 LOUISBOURG ET SIMARD-BEAUDRY

Premier actionnaire: **Tony Accurso**Contrats attribués*: **6**Valeur des contrats: **16,7 millions**Proportion des contrats de la Ville: **18,5%**

2 CONSTRUCTIONS INFRABEC

Premier actionnaire: **Giuseppe Argento**

Autres dirigeants:

Lino et Giuseppe ZambitoContrats attribués*: **2**Valeur des contrats: **14,7 millions**Proportion des contrats de la Ville: **16,3%**

3 PAVAGES CSF-CONSTRUCTION MIRABEAU

Premiers actionnaires: **Domenico Miceli et Domenico Cammalleri**Autre dirigeant: **Domenico Arcuri**Contrats attribués*: **8**Valeur des contrats: **13,3 millions**Proportion des contrats de la Ville: **14,7%**

4 SINTRA-PAVAGES MOTO

Premier actionnaire:

Colas, société anonyme (France)Contrats attribués*: **5**Valeur des contrats: **6,2 millions**Proportion des contrats de la Ville: **6,9%**

*année 2005

Valeur des contrats attribués en 2005: **90,3 millions** | Valeur des contrats obtenus par les quatre: **50,9 millions** | Proportion de la valeur totale des contrats: **56,4%**

AQUEDUC ET ÉGOUT

85,5 % plus cher à Montréal qu'ailleurs

BRUNO BISSON

Les travaux de conduites d'eau et d'égout pourraient coûter jusqu'à 85,5 % plus cher à Montréal que dans d'autres villes du Québec, en raison notamment de la collusion, de plans « mal définis », d'exigences techniques « particulières » et des « extras » accordés aux entrepreneurs plus fréquemment que n'importe où ailleurs.

La commission Charbonneau a rendu publics, hier, plusieurs rapports internes de la Ville de Montréal qui confirment que les soupçons de collusion existaient déjà depuis la fin des années 90 à la direction générale de la Ville, et que rien n'a été entrepris pour enrayer le fléau.

« Il y avait des signaux qui étaient présents, conclut l'analyste de la Commission,

Guy Desrosiers, après avoir présenté et résumé ces rapports. Il y avait des moyens qui étaient disponibles pour mettre en place des mesures préventives de contrôle, qui existaient et qui fonctionnaient ailleurs. »

Malgré cela, affirme-t-il, « de 1997 jusqu'en février 2010, les problèmes identifiés ont persisté en dépit de nombreuses recommandations

répétées, portant sur les mêmes sujets », formulées tour à tour par le vérificateur de la Ville, les vérificateurs internes de la direction générale et deux groupes d'ingénieurs externes.

Mise en garde

M. Desrosiers a notamment rendu publique une lettre coiffée du mot « confidentiel » et adressée, en novembre 2006,

au directeur général de la Ville, Claude Léger. En marge d'une vérification réalisée par PricewaterhouseCoopers, le vérificateur interne de la Ville, Denis Savard, y allait d'une mise en garde on ne peut plus explicite: « Il y a lieu de se demander si l'offre actuelle du marché permet de réunir les conditions favorables à la saine concurrence et à l'obtention des services requis de façon économique. »

Une analyse des 227 contrats de conduites d'eau, d'égouts et de voirie attribués en 2005 par la Ville de Montréal a révélé que quatre entreprises, ou regroupements, se sont accaparé 56 % de la valeur des contrats (voir encadré). Leurs 21 mandats atteignaient une valeur de 50,9 millions sur un total de 90,3 millions en contrats attribués.

« Malgré l'existence de conditions propices, écrit le vérificateur, nous avons constaté l'absence notoire de moyens de prévention et de détection de cartels, de collusions, de fraudes et de conflits d'intérêts dans les deux divisions vérifiées à la Ville de Montréal. »

« De 1997 jusqu'en février 2010, les problèmes identifiés ont persisté en dépit de nombreuses recommandations répétées. » — Guy Desrosiers, analyste de la Commission

Le plus récent des rapports révélés par M. Desrosiers date de 2010. On y compare les coûts de quatre chantiers réalisés à Montréal avec ceux de travaux similaires à Longueuil et à Québec.

« L'échantillonnage de projets étudiés démontre qu'il peut en coûter jusqu'à 85,5 % de plus à Montréal pour réaliser des travaux de reconstruction de conduites d'aqueduc et d'égout », indique le document.

Des exigences « particulières »

Des éléments « intrinsèques » à la réalisation des travaux dans les rues de Montréal, comme la circulation automobile, la signalisation de détours et l'interruption des chantiers en période de pointe, créent à eux seuls un écart de 32 % par rapport aux autres villes. La Ville a peu d'influence sur cet aspect.

Le rapport estime toutefois que des exigences « particulières » aux appels d'offres de Montréal contribuent à augmenter de 31 % les coûts des chantiers à Montréal par rapport à d'autres villes. Par exemple, de nombreux appels d'offres stipulent que les prix proposés doivent tenir compte des « conditions hivernales », même si le chantier est réalisé en plein été. Cette clause ferait à elle seule grimper de 10 % les prix proposés à la Ville.

À Montréal, souligne le rapport, le budget des contingences, qui sert à éponger les « imprévus », représente jusqu'à 10 % des coûts des contrats. Dans d'autres municipalités, il dépasse rarement 3 % de la valeur des contrats.



8 PRODUITS D'ÉPARGNE FLEXIBLES ET SÛRS

APPELEZ-NOUS POUR EN SAVOIR PLUS

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.caDu lundi au vendredi de 8 h à 20 h
et les samedis de février de 10 h à 16 h

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC VOTRE REER GARANTI À 100%

BONI DE

1%

LA PREMIÈRE ANNÉE
POUR LES NOUVEAUX FONDS
REER, FERR, CRI ET FRV
INVESTIS EN OBLIGATIONSÉpargne
Placements

Québec

Proximité avec un entrepreneur en construction

De l'écoute électronique embarrassante pour Marcil

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Robert Marcil, ex-directeur des travaux publics de Montréal, a affirmé avoir entretenu des liens « occasionnels » avec les principaux entrepreneurs en construction de Montréal pour assurer de « bonnes relations d'affaires ». Des conversations interceptées par la police dans le cadre d'une enquête sur l'infiltration du crime organisé dans l'industrie de la construction laissent toutefois entendre que ces relations sont allées plus loin.

Tout au long de la journée, Robert Marcil s'est présenté comme un cadre consciencieux qui « contrôlait » ses employés. Questionné sur les aveux d'un ex-fonctionnaire, qui a reconnu avoir truqué l'attribution des contrats, l'ex-cadre municipal a assuré qu'« on n'a pas laissé [Gilles] Surprenant à lui-même ».

Avant la levée des audiences, hier, le procureur responsable de son interrogatoire, M^e Denis Gallant, lui a lancé un sérieux avertissement en faisant entendre deux conversations interceptées par la police, qui enquêtait à l'époque sur plusieurs entrepreneurs liés aux Hells Angels.

Après l'écoute des deux conversations, l'avocat de la Commission a lancé au témoin : « Je vais arrêter là-dessus et je vais vous demander de réfléchir aux questions que je vais vous poser demain et de consulter votre avocat qui discutera de certaines choses avec vous. »

Dans le premier enregistrement, on entend Robert Marcil, qui laisse un message le 10 juin 2009 sur le répondeur de Robert Lapointe, propriétaire de Construction Artic Béluga. « Je passerais demain matin si tu es disponible pour te laisser tes documents », dit-il. Le deuxième enregistrement confirme que les deux hommes se sont rencontrés à Laval dans les bureaux du constructeur.

Avertissement

Après l'écoute des deux conversations, M^e Gallant a lancé au témoin : « Je vais arrêter là-dessus et je vais vous demander de réfléchir aux questions que je vais vous poser demain et de consulter votre avocat qui discutera de certaines choses avec vous. »

Le procureur n'a pas prononcé les termes de « parjure » ou d'« outrage au tribunal », mais son avertissement était clair. D'autant que quelques minutes plus tôt, Robert Marcil avait certifié qu'il n'avait « jamais diné » avec Robert Lapointe et qu'il n'avait eu que de rares contacts avec l'entrepreneur à Montréal.

Fait à noter, les deux appels sont survenus 15 jours avant que Robert Marcil ne démissionne de son poste de directeur des travaux publics, après une enquête sur un voyage qu'il a fait en Italie aux frais de l'entrepreneur Giuseppe Borsellino. Le sujet a été brièvement abordé hier, mais devrait être approfondi aujourd'hui.

Proximité étonnante

Cette proximité avec les entrepreneurs est d'autant plus étonnante que Marcil a témoigné tout au long de la journée qu'il se tenait loin des activités quotidiennes, puisqu'il était trop occupé avec son travail de responsable de 225 à 250 employés. Il tentait de se distancier d'affirmations de témoins, selon lesquels il intervenait dans leurs dossiers.



PHOTO TIRÉE D'UNE VIDÉO DE LA PRESSE
Robert Marcil, ex-directeur des travaux publics de Montréal, a été mis dans une position délicate par des extraits de deux conversations qu'il a eues avec l'entrepreneur Robert Lapointe, propriétaire de Construction Artic Béluga.

L'ex-cadre a tout de même dû admettre qu'il dînait de deux à trois fois par année avec chacun des

principaux entrepreneurs de Montréal. Il affirme que ceux-ci l'invitaient à manger en début d'année pour savoir si

Montréal planifiait beaucoup de travaux. Il pouvait parfois s'enquérir du moment où un homme d'affaires serait payé,

mais il a assuré qu'il n'était jamais intervenu pour accélérer un paiement.

Robert Marcil ne voit rien de répréhensible au fait d'être près des entrepreneurs. Il a d'ailleurs dit, plus tôt dans la journée, qu'il savait que ses ingénieurs fréquentaient eux aussi les entrepreneurs. Il a même précisé qu'il ne voyait aucun problème à ce qu'ils les informent des travaux planifiés. « La planification n'est une cachette pour personne. Le fait de dire à un entrepreneur ou un ingénieur-conseil qu'une quinzaine de projets vont se réaliser, il n'y a pas de cachette là », a indiqué Marcil.

« Il n'y avait pas de contre-indication ? », s'est étonné M^e Gallant. « Non », a assuré Marcil.

Facteur de risque

Le procureur a également demandé au témoin s'il était normal que la liste des entrepreneurs intéressés à un appel d'offres soit publique et si le fait que l'estimation du coût des travaux soit connue n'était pas un facteur de risque de collusion. « Ce sont des éléments qui peuvent favoriser [la collusion], effectivement », a reconnu l'ex-directeur de la Ville.

Outre Marcil, Claude Léger, ex-directeur général de Montréal, comparaitra aussi devant la Commission, mais le moment précis de son témoignage n'a pas été précisé. L'homme a perdu son poste en 2009 dans la foulée du scandale des compteurs d'eau. Il travaille aujourd'hui à Macogep, firme chargée d'estimer le coût des projets à la Ville de Montréal.

PROGRAMMATION SPÉCIALE

RENONCIATION DE BENOÎT XVI

Un événement historique à suivre dès demain et jusqu'à vendredi.

En direct du Vatican avec Céline Galipeau et Alain Crevier.



ADIEUX AUX FIDÈLES
DEMAIN MATIN 4 H

RÉAL.-COORD.: RICHARD DESJARDINS

AUX
TÉLÉJOURNAUX



TÉLÉVISION

Radio-Canada.ca/pape

MONTRÉAL PLUS

La montagne et le cuisinier



MARIE-CLAUDE LORTIE
CHRONIQUE

«**Q**uoi, il n'y a rien ici? », demande le chef argentin Mauro Colagreco en apercevant la grandeur toute vide du chalet de la Montagne.

« Mais il faut ouvrir un restaurant! »

Bien sûr, Mauro, qu'il faut ouvrir un restaurant. Qu'il faut faire quelque chose.

Vous êtes ici pour cuisiner, pour le festival Montréal en lumière, mais vous n'auriez pas un jumeau qui pourrait se présenter à la mairie, ou prendre la direction du festival Montréal en lumière, ou se faire élire à la présidence de tous les organismes qui font la promotion touristique de Montréal?

Ici, même cette aberration qui vous a sauté aux yeux en marchant dans la montagne hier après-midi, même les évidences ne font plus bouger personne.

■■■

Il y a quelques semaines, une collègue journaliste européenne est entrée en contact avec des gens dont le travail est, croit-elle, de faire la promotion touristique du

Québec. Appel à l'un, courriel à l'autre. Comme pigiste, elle s'attend à un peu d'appui logistique, comme l'offrent abondamment les gouvernements de tous les pays ou villes du monde qui cherchent à attirer les touristes en faisant mousser leur image dans la presse internationale, en faisant du bruit autour d'eux. Et cela se fait de Singapour à Stockholm, en passant par Londres ou Madrid. On invite, on invite...

Bref, cette collègue essaie d'organiser un voyage pour parler de la gastronomie d'ici, qu'elle a un peu goûtée en rencontrant Normand Laprise dans un festival au Brésil (voyage pour lequel, en passant, il n'a pas du tout été aidé par nos gouvernements). Les démarches ne vont pas formidablement bien. « Désolée pour vous », lui écrit une fonctionnaire.

« Mais non, désolée pour vous », a répondu la journaliste. Désolée que le Québec rate cette occasion de faire parler de sa gastronomie.

Croit-on vraiment que les journalistes vont voler d'eux-mêmes jusqu'à nous, parce qu'ils en meurent d'envie? À une autre époque, peut-être. Mais

aujourd'hui, avec la crise financière généralisée en Europe et la crise plus spécifique des secteurs des médias, qui ne comprennent plus eux-mêmes leur modèle d'affaires à l'heure de l'internet, les règles du jeu ont changé.

Pour faire bouger les journalistes, il faut parfois leur prendre la main.

Ici, cette évidence ne semble réveiller personne.

Ou est-ce parce qu'on ne veut pas être « le buzz », comme ils disent en France?

■■■

Ce week-end, le festival Montréal en lumière a vu son président d'honneur, le chef argentin Francis Mallmann, quitter la ville, déçu et furieux. Le problème: on l'a insulté, semblerait-il, en faisant des commentaires sur la présentation de ses plats, apparemment trop bruts, servis pour le grand dîner d'honneur au restaurant Europea.

Ce n'est certainement pas la première fois que j'entends des chefs rouspéter contre le festival et le traitement qu'on leur accorde. Mais c'est la première fois que cela se termine de façon aussi spectaculaire.

Malentendu? Conflit culturel? Toutes les excuses entendues ont l'air sorties tout droit de scripts de communicants désespérés.

Ne serait-ce pas plutôt possible que quelqu'un, au festival, n'ait pas bien compris qui était Francis Mallmann, personnage haut en couleur, qui a sciemment

mis de côté la haute cuisine française après en avoir fait pendant des années pour se consacrer à une cuisine rustique de grillades – c'est lui qui a lancé le courant mondial? Est-ce qu'on savait ça avant de l'inviter à ce poste? Avant de s'étonner de la présentation de ses plats? Ou alors a-t-on choisi, en toute connaissance de cause, mais pour les mauvaises raisons, de le faire cuisiner dans un restaurant, dans un contexte, qui ne correspondait nullement à sa personnalité?

Sans ligne éditoriale claire sur ce qu'on veut faire découvrir au public, sans réflexion précise sur la gastronomie – par exemple, cette année, on nous parle de la cuisine de l'Argentine, mais il n'y a pas de délégation de vignerons, une aberration –, apparemment piloté d'abord et avant tout par des besoins commerciaux, ce festival me décourage.

Surtout que Toronto, pendant ce temps, bâtit un événement, le Terroir Symposium, où sont invitées plusieurs personnalités importantes du monde de la gastronomie, un colloque de réflexion qui crée déjà un buzz, lui, sur la scène internationale.

N'est-il pas évident que quelqu'un, à Toronto, a pas mal mieux senti ce qui se passait ailleurs et s'est ensuite donné les moyens d'être un réel joueur? Au cœur de l'action.

■■■

Il est évident que Montréal peut avoir un festival

international réellement réputé. Il est évident que le chalet de la Montagne devrait accueillir un restaurant spectaculaire.

Il est évident que les chefs et le public québécois sont prêts et capables et ouverts à tout cela et que Montréal peut devenir une plaque tournante gastronomique, comme le sont devenues récemment les improbables Copenhague et Lima.

Tiens, samedi soir, à Paris, l'équipe du chef Martin Picard – du très populaire Pied de cochon – a gagné le grand prix de l'éditeur aux Gourmand World Cookbook Awards pour son livre sur le sirop d'érable. Un livre décoiffant qui fouette nos idées et croyances sur ce formidable élixir.

Étonnant? Pas du tout. Le Pied de cochon a créé un mouvement de cuisine néo-rustique culte en Amérique du Nord. On le copie, on l'admire. Lorsqu'on demande aux cuisiniers de partout si quelqu'un connaît un chef canadien, c'est lui.

Pourquoi s'est-il rendu là, lui, pendant que le chalet de la Montagne reste vide et que le festival Montréal en lumière est frappé par le ridicule?

Parce qu'il déborde d'énergie et, aussi, d'ambition.

Et il est évident que de l'ambition, cette volonté de faire plus, d'aller plus loin, de repousser les limites, d'être au sommet avec les meilleurs, il en manque trop souvent par ici.

L'OR QUI DORT, C'EST NOTRE AFFAIRE



Sécuritaire et concurrentiel, notre service d'échange d'or, d'argent et de platine vous permet d'échanger vos métaux précieux contre de l'argent comptant le jour même. Prenez rendez-vous dès aujourd'hui.

L'acheteur de métaux précieux de Birks sera disponible aux dates suivantes :

LE 4 ET 5 MARS (10 H À 19 H)
FAIRVIEW POINTE CLAIRE • 514.697.5180

LE 7 (10 H À 19 H) ET 8 (10 H À 17 H) MARS
PROMENADES SAINT-BRUNO • 450.461.0011

LE 11 ET 12 MARS (10 H À 19 H)
CARREFOUR LAVAL • 450.688.3431

Présentez cette annonce et le montant accordé pour vos articles sera majoré de 25 \$.

BIRKS

BIRKSECHANGEDOR.COM

COMITÉ-CONSEIL SUR LES CONTRATS MUNICIPAUX

Harel réclame le départ de Michel Nadeau

KATHLEEN LÉVESQUE

Le haut fonctionnaire Michel Nadeau ne peut pas collaborer aux travaux du comité-conseil sur l'attribution des contrats, puisque des dossiers sous sa responsabilité font l'objet d'une enquête de la commission Charbonneau. C'est ce que croit la chef de l'opposition officielle à l'hôtel de ville de Montréal, Louise Harel, qui a réclaté hier son départ.

« Nous sommes d'avis que M. Nadeau doit se retirer le temps que dure l'enquête du comité-conseil, et ce, dans un but de transparence afin d'éviter toute apparence de conflit d'intérêts », a indiqué M^{me} Harel lors de l'assemblée du conseil municipal. Selon elle, la perception et la confiance du public sont plus que jamais capitales lorsqu'il est question d'intégrité « si nous voulons assurer que les institutions puissent offrir des services irréprochables aux citoyens ».

Le maire Michael Applebaum a réitéré sa confiance en Michel Nadeau, à la tête de la direction des stratégies et transactions immobilières. Selon lui, il n'est pas question de se laisser dicter sa façon de faire par les médias.

La Presse a révélé samedi dernier que des dossiers de gestion immobilière ainsi que des transactions sont sous la loupe de la commission Charbonneau, impliquant ainsi Michel Nadeau, qui aurait pu être accommodant. Or, ce dernier participe à la réflexion éthique entreprise le mois dernier dans le cadre du comité-conseil présidé par l'ex-ministre Jacques Léonard. Ce

« Nous sommes d'avis que M. Nadeau doit se retirer le temps que dure l'enquête du comité-conseil. »

— Louise Harel, chef de Vision Montréal

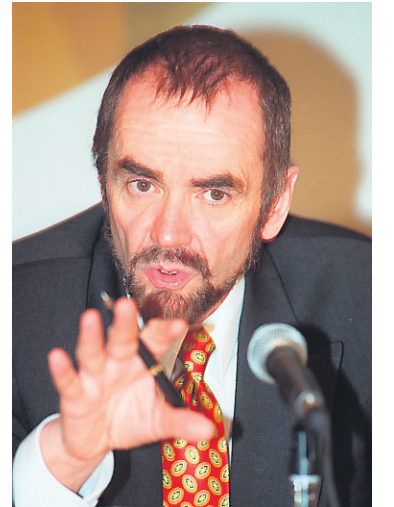


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Des dossiers sous la responsabilité de Michel Nadeau sont étudiés par la commission Charbonneau.

de dollars de contrats à tous les mois au conseil municipal et dans les arrondissements? Cette réalité impose pour les élus une vigilance de tous les instants », estime M^{me} Harel.

Le gouvernement du Québec, qui est partie prenante à la mise sur pied du comité Léonard, n'a pas fait de commentaires pour l'instant.

Mensonges, secrets et bonnes manières

Nouvelle série

Ce soir, au 165 Eaton Place : nouveaux venus, rapprochements clandestins et grands chambardements.

Une série culte de la BBC.

telequebec.tv

MAÎTRES ET VALETS
ce soir 21 h



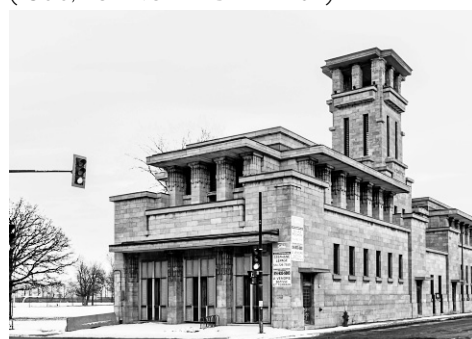
PHOTOS FOURNIES PAR HÉRITAGE MONTRÉAL

PALMARÈS D'HÉRITAGE MONTRÉAL PATRIMOINE EN PÉRIL

1 PLACE DES NATIONS

Haut lieu d'Expo 67, la place des Nations a accueilli les meilleurs groupes rock des années 60. Mais ce théâtre en plein air n'est plus que l'ombre de lui-même. Les lieux sont clôturés et servent de stationnement. Les poutres de bois géantes qui faisaient sa valeur ont été sciées pour faciliter le passage des camions. Bref, ce lieu jadis si glorieux fait pitié. Selon Dinu Bumbaru, directeur des politiques à Héritage Montréal, la Ville et le gouvernement provincial sont au courant du dossier. Mais l'argent se fait toujours attendre. « Si on ne s'en occupe pas, ça va disparaître, avance M. Bumbaru. Et admettons qu'on finisse par débloquer des fonds, est-ce que la place sera prête pour le 50^e anniversaire d'Expo en 2017? »

2 CASERNE LÉTOURNEUX (4300, RUE NOTRE-DAME EST)



Édifice remarquable, inspiré du Unity Temple de Frank Lloyd Wright, cette ancienne caserne de pompiers rappelle les grandes années de l'ancienne ville de Maisonneuve. Elle a été abandonnée pendant plus de 20 ans (1980-2002) avant d'être occupée par diverses compagnies culturelles, dont le Théâtre Sans-Fil. Depuis mai 2012, l'édifice est cependant à vendre et rien ne garantit que les prochains propriétaires respecteront son intégrité. La caserne Létourneux est reconnue, mais ne possède aucun statut officiel qui la protège.

3 ÎLOT SAINT-LAURENT (1190-1220, BOULEVARD SAINT-LAURENT)

En avril 2012, ce pan historique de la « Main », voisin du Monument-National, a été démantelé pierre par pierre pour faire place à la construction d'un nouvel édifice. La société Angus aurait numéroté et entreposé les pierres. Mais, selon Héritage Montréal, aucun engagement ferme n'a été pris par le pouvoir municipal et le ministère de la Culture pour garantir la réinstallation de ces façades patrimoniales. « Un de nos grands regrets », admet Dinu Bumbaru.

4 MAISON REDPATH (3457, RUE DU MUSÉE)

Rare témoin de l'architecture Queen Anne à Montréal, la Maison Redpath est une vieille amie d'Héritage Montréal. Menacée depuis près de 30 ans, elle a été sauvée de la démolition une première fois en 1986. En 2011, ses propriétaires ont fait une demande de dérogation pour la remplacer par un projet en hauteur. En vain. L'arrondissement de Ville-Marie aurait le site à l'œil, mais la maison est dans un état de délabrement avancé qui laisse craindre le pire. Sa construction date de 1886.

5 ÉGLISE TRÈS-SAINTE-NOM-DE-JÉSUS (1465, RUE DES JARDINS)

Fermé en 2009 et déclaré bâtiment dangereux en 2010, cet ancien phare du quartier Hochelaga-Maisonneuve incarne la décrépitude du patrimoine religieux au Québec. Triste destin pour cette énorme église d'inspiration romane et byzantine, qui abritait, lors de sa construction (1903-1906), les plus grandes orgues Casavant de Montréal. Compte tenu de la situation, l'archevêché envisagerait actuellement la démolition de l'église et la vente de ses grandes orgues. À noter que Très-Saint-Nom-de-Jésus figure aussi dans la liste des 10 lieux menacés d'Héritage Canada.

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE

Qu'ont en commun la place des Nations, la caserne Létourneux et la Coopérative de Saint-Léonard? Réponse: ces trois lieux historiques viennent d'être ajoutés à la liste des 10 lieux menacés d'Héritage Montréal. Dévoilé chaque année, ce désolant palmarès vient rappeler à quel point notre patrimoine urbain est fragile et rarement à l'abri des démolisseurs. Dans le désordre, voici les lieux à surveiller en 2013.



6 HÔPITAL DE LA MISÉRICORDIE (970, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE EST)

Construit en 1853, l'ancien institut des sœurs de la Miséricorde abritait depuis plusieurs années le centre de soins Jacques-Viger. Le centre déménage, alors le bâtiment cherche d'autres locataires et une nouvelle vocation. Ce n'est pas évident à cause de son état physique douteux (problèmes de maçonnerie et de structure), qui risque de s'aggraver si personne ne s'en occupe.

7 FORGE CADIEUX (815, RUE SAINT-PAUL)

Fondée en 1870, la forge Cadieux a officiellement cessé ses activités en 1980. Elle est inoccupée depuis, sauf pour certains événements ou tournages qui mettent en valeur ses équipements et son intérieur traditionnels. Selon Héritage Montréal, le réaménagement du secteur Bonaventure doublé à l'indifférence de la Ville pourraient sonner le glas de cette ancienne « shoppe » figée dans le temps.

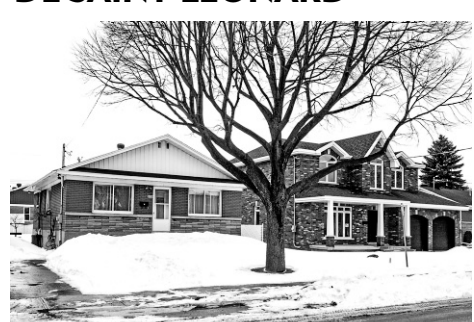
8 ÉDIFICE RODIER (932, RUE NOTRE-DAME OUEST)

Construit en 1875, ce bâtiment de forme triangulaire est une des belles anomalies de Montréal. Acquis par la Ville en 2010, il attend toujours d'être rénové. Sa restauration pourrait toutefois être compromise par le projet de reconstruction de l'autoroute Bonaventure, qui prévoit un nouveau couloir pour la circulation des autobus. L'édifice Rodier pourrait être partiellement « tranché ».

9 AGORA/SQUARE VIGER

Mal situé, mal aimé, mal exploité, l'Agora du square Viger n'a pas très bonne réputation. Pour cette raison, la Ville souhaite le réaménager en la rasant complètement. Créé en 1981 par l'architecte Charles Daudelin, cet espace plein de potentiel est pourtant un des fleurons du patrimoine moderne de Montréal. Le repenser? Peut-être. Le démolir? Surtout pas.

10 COOPÉRATIVE DE SAINT-LÉONARD



On n'aurait jamais cru que des bungalows seraient dans la ligne de mire d'Héritage Montréal. Et pourtant. Construit entre 1956 et 1962, ce quartier résidentiel est le fruit d'une expérience urbaine moderne et visionnaire. Plusieurs de ces habitations ont cependant été démolies pour faire place à des maisons qui rompent avec l'harmonie des lieux – d'où l'importance de stopper l'hémorragie.

B pour Bonne impression

On enlève 3 mois à 2013 grâce à la toute nouvelle Classe B 2013².

3 MENSUALITÉS GRATUITES²
POUR UNE DURÉE LIMITÉE



LA TOUTE NOUVELLE B 250 2013. PRIX TOTAL¹: 32 115 \$**

- Tout nouveau moteur quatre cylindres de 2 litres à turbocompresseur générant 208 ch
- Une économie d'essence améliorée grâce à la technologie de démarrage/d'arrêt ECO
- Des caractéristiques de sécurité supérieures, comme l'avertisseur de risque de collision COLLISION PREVENTION ASSIST

FINANCEMENT À L'ACHAT
3,4 %*
DURÉE DE 60 MOIS

TAUX À LA LOCATION
5,4 %*
BAIL DE 36 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS
438 \$*
VERSEMENT INITIAL 1 995 \$**

* Taxes en sus.



Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie
Montréal
514 344-7678

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest
Laval
450 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau
Greenfield Park
450 672-2720

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

Boucherville
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère
Boucherville
450 449-0222

Blainville
Mercedes-Benz Blainville
10000, chemin du Plein Air
Mirabel (Blainville)
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2013. Véhicule illustré : B 250 2013. PDSF national : 29 900 \$. ** Le prix total de 32 115 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM pouvant atteindre 55,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. ² Les trois premières mensualités sont supprimées pour le modèle B 250 2013 jusqu'à concurrence de 1 200 \$ (incluant les taxes) dans le cadre des programmes de location et jusqu'à concurrence de 1 800 \$ (incluant les taxes) dans le cadre des programmes de financement. Les mensualités gratuites s'appliquent uniquement aux nouveaux modèles de Classes B, C (berline et coupé), GLK et E. Ne s'applique pas aux modèles AMG. * Offres de location et de financement basées sur le modèle B 250 2013 proposées uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 438 \$ par mois pendant 36 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 1 995 \$ plus dépôt de sécurité de 450 \$ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 29 900 \$. Taux annuel de location de 5,4 %. Obligation totale : 18 213 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 3,4 % et un prix de 29 900 \$. Le paiement mensuel est de 488 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 5 150 \$. Le coût de l'emprunt est de 2 390 \$, pour une obligation totale de 34 450 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre se termine le 28 février 2013.

MONTRÉAL PLUS

Centre de compostage dans Saint-Michel

Débat houleux
à l'hôtel de ville

KARIM BENESSAIEH

L'opposition populaire au centre de compostage dans le quartier Saint-Michel a finalement trouvé écho au conseil municipal de Montréal. Dénonçant la formule de partenariat public-privé (PPP) qui pourrait être retenue, les impacts sur le voisinage et l'amputation de ce qui deviendra le deuxième parc de la métropole en superficie, des élus ont réussi à obtenir de justesse un débat d'urgence au conseil, aujourd'hui.

La motion déposée hier après-midi par la mairesse indépendante Anie Samson pour la tenue d'une séance plénière et d'information a recueilli un nombre égal de voix pour et contre. Pour la première fois depuis qu'il est en poste, soit juin 2011, le président du conseil municipal, Harout Chitilian, a dû trancher et l'a fait en faveur de la demande. «Je m'étais préparé depuis deux ans... Le rôle du président est de faire perdurer le débat», a-t-il expliqué.

Un possible PPP décrié

D'entrée de jeu, la conseillère indépendante d'Ahunsi-Cartierville Jocelyn Ann Campbell a jeté un pavé dans la mare en accusant l'administration Applebaum d'opter en

douce pour une formule de PPP. Selon les documents décisionnels, il y aura effectivement un appel d'offres pour une partie des activités du centre de compostage au Complexe environnemental Saint-Michel.

Alors que le conseil municipal doit voter aujourd'hui sur un changement de zonage qui permettrait au projet d'aller de l'avant, M^{me} Campbell a dénoncé en point de presse le fait que «le comité exécutif mette la charrue avant les bœufs». Elle craint que l'embauche d'une entreprise privée empêche tout contrôle sur les activités du centre, qui compostera 29 000 tonnes de résidus végétaux par année.

Toujours pas de décision

Josée Duplessis, responsable de ce dossier au comité exécutif, assure que «la décision n'est pas encore prise».

Les installations appartiendront bel et bien à la Ville, mais on ne sait pas encore si ce sont des cols bleus ou des employés du privé qui en assureront la gestion. «Tout est fait de façon transparente, a-t-elle déclaré. On va déposer toutes les informations complémentaires, mais on doit aller de l'avant: pour profiter des subventions de Québec, il faut avoir un site.»



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Depuis quelque temps, des manifestations s'organisent pour dénoncer le projet de loi 14 du gouvernement Marois qui vise à modifier la Charte de la langue française.

BILINGUISME

Montréal appuie
Pierrefonds-Roxboro

KARIM BENESSAIEH

Menacé de perdre son statut bilingue, l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pourra compter sur l'appui de la Ville de Montréal.

L'administration du maire Michael Applebaum, sans

aller jusqu'à s'opposer au projet de loi 14 du gouvernement Marois, qui propose notamment de réviser le statut de ville bilingue de dizaines de municipalités, demande simplement le statu quo.

Cette précision a été apportée hier dans une lettre écrite par le président du comité exécutif, Laurent Blanchard, en réponse à la demande du conseiller indé-

statu quo. C'est du gros bon sens: il y a au Québec un consensus pour préserver la paix sociale.»

La population anglophone en déclin

Comme dans bien des municipalités québécoises, la proportion d'anglophones a graduellement diminué à Pierrefonds-Roxboro depuis l'obtention du statut de ville bilingue, en 1977. Ils ne forment plus que 31 % de la population. M. Rotrand estime cependant qu'engager le débat sur le changement de statut serait «ouvrir une boîte de Pandore».

«Ça va sûrement vous étonner, mais j'ai quelques amis qui votent pour le Parti québécois. Ils sont dans l'embarras avec cette nouvelle décision du gouvernement.»

Dans les faits, le président du comité exécutif, dans sa lettre, ne fait qu'appuyer la position de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), dont Montréal est membre. Au nom du principe de l'autonomie municipale, l'UMQ demande que le statut bilingue ne soit retiré à une municipalité que si elle en fait la demande. «On est complètement d'accord avec ça», a assuré en point de presse le maire Michael Applebaum.

La proportion d'anglophones a graduellement diminué à Pierrefonds-Roxboro depuis l'obtention du statut de ville bilingue, en 1977. Ils ne forment plus que 31% de la population.

pendant Marvin Rotrand. Celui-ci s'appretait à déposer au conseil municipal une motion d'appui à Pierrefonds-Roxboro, seul arrondissement bilingue de Montréal.

«Je suis entièrement satisfait par cette lettre, a déclaré M. Rotrand en point de presse. La Ville est 100 % d'accord qu'il faut garder le



**Vous quittez votre logement ?
Pensez à RECYC-FRIGO.**

Profitez de votre déménagement pour recycler votre vieux frigo* ou congélateur selon les normes en vigueur en matière de protection de l'environnement.

Pour un ramassage gratuit:
www.hydroquebec.com/recyc-frigo
ou 1 855 668-1247

Assurez-vous d'avoir votre facture d'électricité en main.

Appelez
RECYC-FRIGO
et recevez
30 \$
par la poste.

Hydro
Québec

*L'appareil doit avoir plus de 10 ans et avoir un volume intérieur d'entre 10 pi³ et 25 pi³, ainsi qu'être fonctionnel, branché et facilement accessible et déplaçable. Une limite de trois appareils par foyer s'applique. Les appareils commerciaux ne sont pas admissibles. Certaines conditions peuvent s'appliquer.

VIEUX-QUÉBEC

Couette gourmande

Vivez l'expérience ROYAL dans le Vieux-Port!

à partir de

129\$

pour 2 personnes
Incluant le petit-déjeuner
Gourmand à la Carte et le
stationnement

HÔTEL PORT-ROYAL

Suites - Appartements

1.866.417.2777

www.leportroyal.com

PROMOTION

CAHIER SPÉCIAL

LES
GRANDS
CONSTRUCTEURS

POUR FAIRE UN CHOIX ÉCLAIRÉ DANS
L'ACQUISITION D'UNE PROPRIÉTÉ

À LIRE CE MERCREDI DANS LA PRESSE

Dépenses des Conférences régionales des élus

Québec veut plus de transparence

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les Conférences régionales des élus (CRE), mises en place en 2004, sont dans la ligne de mire du gouvernement Marois. Québec compte mettre au pas ces organismes qui dépensent plus de 120 millions par année, sans reddition de comptes rigoureuse.

Un tableau présentant les coûts d'administration des CRE et leurs budgets, obtenu par *La Presse*, illustre l'absence complète de normes. Dans la région de la Côte-Nord, les coûts liés à l'administration et aux salaires atteignent 3 millions, soit plus de la moitié du budget total de 5,5 millions en 2012. Dans d'autres CRE aussi éloignées, les frais d'administration sont plutôt de l'ordre de 10 % des budgets.

Selon Patrick Hamelin, directeur général de la CRE de la Côte-Nord, « dans une région comme la nôtre, l'administration inclut les frais de déplacement. Il y a environ 200 000\$ pour assumer les coûts des billets d'avion nécessaires, puisqu'on fait de la concertation ». Cette CRE, qui emploie 23 personnes, dépense 1,7 million en salaires et en charges sociales; une autre somme de 1,3 million va à l'« administration générale ».

La CRE du Saguenay n'a



PHOTO CLÉMENT ALLARD, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministère des Affaires municipales et son ministre, Sylvain Gaudreault, normaliseront les règles comptables des Conférences régionales des élus, organismes qui dépensent plus de 120 millions par année, sans reddition de comptes rigoureuse.

que 15 employés et celle de la Mauricie, 14. On compte 13 employés dans les Laurentides, mais 31 en Gaspésie. « C'est très variable en fonction des dossiers de la région. Ici, on a quelqu'un d'engagé sur la persévérance scolaire, ailleurs ce n'est peut-être pas le cas », a expliqué Patrick Hamelin.

Mais au ministère des Affaires municipales, on se prépare à une opération de nettoyage en règle. Ces budgets d'« administration générale » couvrent des activités disparates, du coût du loyer jusqu'à l'organisation

d'une réunion. On promet que les règles comptables des CRE seront bientôt normalisées pour assurer une reddition de comptes plus transparente.

« Les budgets des CRE viennent du Fonds de développement régional, c'est du niveau supramunicipal et il n'y a pas de normes », a expliqué Caroline Saint-Pierre, porte-parole du Ministère.

À la fin de janvier, *La Presse* a fait état du tableau hétéroclite des traitements des élus qui siègent à ces organismes — certains le

font bénévolement, d'autres obtiennent 250\$ par séance.

Écartées des plans

Les CRE seront d'ailleurs laissées sur la voie de garage dans le projet de loi que Québec déposera au printemps sur une nouvelle structure, la Banque de développement économique.

Celle-ci passera, en région, par les Conseils locaux de développement ou par des bureaux régionaux.

Les CRE ne font guère partie des plans du gouvernement péquiste, qui y voit de

nombreux sympathisants du Parti libéral du Québec. Par exemple, au Saguenay, l'ancien président de la CRE Georges Simard était candidat libéral aux dernières élections. En Outaouais, Paulette Lalande était proche du député libéral Norman MacMillan.

Cette instance est apparue en 2004, à l'instigation de la ministre des Affaires municipales de l'époque, Nathalie Normandeau. Québec avait préféré la nouvelle structure, formée d'élus municipaux, aux Conseils régionaux de développement, où les membres de la « société civile » étaient majoritaires.

En 2011, le Vérificateur général du Québec a attaché le grelot au manque de cohérence dans l'administration des fonds publics dans ce réseau. D'une CRE à l'autre, l'administration et la planification diffèrent énormément. Du point de vue de l'éthique, beaucoup de travail restait à faire, selon le Vérificateur. Il avait observé que sur 75 dossiers étudiés dans un échantillon, 10 prévoient des subventions versées à un organisme où siègeait un administrateur de la CRE. Dans sept de ces dossiers, en regardant les procès-verbaux, on ne trouvait pas de trace concernant l'attitude adoptée par ces administrateurs quand le dossier a été traité au conseil.

Plaintes à l'Office de la langue

Mouvement Québec français dénonce une cabale contre la loi 101

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La cascade de nouvelles sur les dérapages de l'Office québécois de la langue française (OQLF) laisse Mario Beaulieu, président du Mouvement Québec français, plutôt perplexe. Selon lui, il s'agit d'une cabale organisée, qui tombe à point nommé « pour discréditer » la loi 101 à la veille de sa révision en commission parlementaire.

M. Beaulieu admet qu'il y a excès lorsqu'un inspecteur de l'Office veut masquer les inscriptions « on-off » sur un appareil dans une cuisine de restaurant. Il convient d'ailleurs que l'inspection devrait être mieux encadrée. Toutefois, ce qui le préoccupe, c'est l'apparition soudaine de ces bavures dans le débat public, à moins d'un mois d'une commission parlementaire sur le projet de loi 14, qui veut renforcer le statut du français au Québec.

« Beaucoup de gens actuellement semblent être à l'affût de la moindre erreur sur l'application de la loi 101. On trouve cela surprenant. C'est spécial, cette campagne pour dénigrer la loi à ce moment-ci. » Selon lui, « les médias anglophones semblent être en campagne, ils sont vraiment en cabale pour discréditer la loi 101. Les médias francophones suivent. Ailleurs au Canada, on assimile les francophones. Si on compare à ce qui se fait ici, il y a infiniment plus de services en français », conclut-il.

Nouvelles directives

Hier, le cabinet de la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, et l'OQLF surenchérisaient dans les communiqués pour annoncer une révision des directives aux inspecteurs de l'organisme. La ministre a annoncé en matinée qu'on ferait appel aux vérificateurs de son autre ministère, l'Immigration, pour « améliorer le processus de traitement des plaintes à l'OQLF ». « Certains résultats d'enquête prêtent flanc, avec raison, à des critiques très sévères. Cela n'est pas souhaitable, ni pour les commerçants, ni pour le personnel de l'Office, ni pour les francophones ou les anglophones. »

Plus tard, l'OQLF a publié un communiqué dans lequel la même décision semblait cette fois avoir été prise conjointement avec la présidente de l'OQLF, Louise Marchand.



RENDEMENT
ET TRANQUILLITÉ
D'ESPRIT
POUR MICHÈLE

 Sauvé
ASPIRANTE ZEN

LES PORTEFEUILLES GARANTIS ZÉNITUDE

UNE OCCASION À SAISIR MAINTENANT

Les portefeuilles garantis Zénitude de Desjardins vous permettent de profiter de la croissance des marchés boursiers.

Et votre capital est 100% garanti.

Rendement potentiel*

4,43%	MOINS DE 25 000 \$
4,80%	25 000 \$ ET PLUS

1 800 CAISSES
desjardins.com/zénitude

 Desjardins
Gestion de patrimoine

Coopérer pour créer l'avenir

Certains portefeuilles garantis Zénitude offrent un rendement garanti. * Les taux de rendement indiqués sont les taux maximum annuels payables du portefeuille garanti Zénitude — Dynamique, qui ne comporte aucun rendement garanti. Le rendement variable pourrait être nul à l'échéance; le capital est toujours garanti à l'échéance.

POLITIQUE

« QUOTAS » À L'ASSURANCE-EMPLOI

Les conservateurs se défendent

JOËL-DENIS BELLAVANCE
ET MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Le gouvernement Harper devrait envoyer des inspecteurs aux trousseaux des sénateurs conservateurs qui réclament frauduleusement des allocations de logement au lieu de faire la vie dure aux chômeurs en imposant une réforme injuste, estime le Nouveau Parti démocratique (NPD).

À la reprise des travaux parlementaires, hier, le gouvernement Harper a dû se défendre sur plusieurs fronts.

D'abord, *Le Devoir* a révélé que Service Canada exige que chaque fonctionnaire récupère annuellement 485 000\$ en prestations d'assurance-emploi, malgré les dénégations récentes de la ministre Diane Finley. Mais la ministre se défend d'avoir menti en affirmant qu'il s'agit « d'objectifs de rendement » et non pas de « quotas » à atteindre pour chaque employé fédéral afin de débusquer les fraudeurs.

Ensuite, les conservateurs ont dû défendre la politique des visites inopinées que doivent faire des fonctionnaires chez 1200 bénéficiaires de l'assurance-emploi d'ici la fin du mois de mars afin de « protéger l'intégrité » du programme.

Enfin, ils ont dû se porter à la défense de certains sénateurs conservateurs, dont le sénateur de l'Île-du-Prince-Édouard Mike Duffy, qui a réclamé



La fin de semaine dernière, des milliers de Canadiens sont descendus dans les rues pour manifester contre la réforme de l'assurance-emploi du gouvernement Harper. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, notamment à Québec (notre photo).

PHOTO STEVE DESCHENES, LE SOLEIL

des dizaines de milliers de dollars en allocations de logement alors que sa résidence principale se trouve à une vingtaine de kilomètres de la colline parlementaire. Devant la controverse qui ne cessait de prendre de l'ampleur, M. Duffy a annoncé vendredi qu'il rembourserait l'argent ainsi empoché, une somme qui pourrait atteindre 90 000\$.

« Au lieu de démontrer un peu de respect envers ceux qui ont perdu leur emploi, les conservateurs passent à l'attaque. Ils donnent des quotas aux employés de Service Canada tout en envoyant

des inspecteurs au domicile des Canadiens qui n'ont plus de travail. Ils devraient cesser de traiter les prestataires de l'assurance-emploi comme des criminels et commencer par mettre la main au collet des conservateurs qui violent les règles », a lancé hier aux Communes le député néo-démocrate de Thunder Bay-Rainy River, John Rafferty.

« Les sénateurs conservateurs sont présumés innocents tandis que les chômeurs sont présumés coupables », a renchéri le chef du NPD, Thomas Mulcair, en sommant la ministre Diane Finley de mettre fin aux visites

« des "reform macoutes" dans les chaumières des chômeurs ».

« Objectifs de rendement »

Soumise à un barrage de questions, hier, M^{me} Finley a admis que les employés fédéraux doivent atteindre des « objectifs de rendement » de près de 500 000\$ par année.

« Service Canada indique qu'il n'impose pas de quotas qui entraîneraient des conséquences négatives pour les employés qui ne parviendraient pas à les atteindre. Il existe plutôt des objectifs de

rendement qui aident à protéger contre la fraude les prestations destinées aux personnes sans emploi », a soutenu la ministre.

Elle a insisté sur le fait que quotas et objectifs ne signifiaient pas la même chose. « Il y a une grosse différence entre les deux lorsque vient le temps de motiver et de gérer le personnel », a-t-elle affirmé.

« Les sénateurs conservateurs sont présumés innocents tandis que les chômeurs sont présumés coupables. »

— Thomas Mulcair, chef du NPD

La réforme de l'assurance-emploi a suscité beaucoup de grogne, en particulier dans les provinces de l'Atlantique et au Québec, où le travail saisonnier est concentré. Avec les changements apportés au programme, un chômeur fréquent doit accepter un emploi dans un rayon d'une heure de trajet de chez lui, pour une rémunération représentant 70 % de son ancien salaire.

En fin de semaine, des milliers de personnes ont manifesté dans plusieurs villes contre cette réforme.

— Avec La Presse Canadienne



ARCHIVES LE QUOTIDIEN

Gaz à effet de serre Des normes plus strictes pour les camions

OTTAWA — Le gouvernement Harper a emboîté le pas à l'administration Obama, hier, en imposant des normes d'émissions plus strictes aux constructeurs de camions. C'est la dernière d'une série d'annonces en matière d'environnement au cours des derniers jours. Elle survient près de deux semaines après que l'ambassadeur américain au Canada eut prévenu que l'intérêt renouvelé de Washington pour la lutte contre les changements climatiques aurait un impact sur le Canada. D'ici cinq ans, les émissions de gaz à effet de serre (GES) des camions, fourgonnettes, semi-remorque et autobus devront diminuer progressivement. Pour l'année-modèle 2018, elles seront jusqu'à 23 % plus faibles qu'elles le sont actuellement. Le premier tour de vis aura lieu l'an prochain. Au total, la mesure, calquée sur celle déjà adoptée aux États-Unis, permettra d'éviter l'émission de 19,1 tonnes de GES d'ici 5 ans. Les nouvelles normes feront d'une pierre deux coups, selon le ministre de l'Environnement, Peter Kent. Les émissions canadiennes de GES diminueront et les consommateurs économiseront sur les coûts du carburant. En revanche, les nouvelles normes risquent d'entraîner l'augmentation du prix d'achat des véhicules. Mais les économies de carburant permettront de combler la différence en moins d'un an, calcule Ottawa.

— Martin Croteau

*Transactions bancaires électroniques à un guichet automatique BMO, en ligne ou par service téléphonique automatisé, achats par carte de débit, chèques et débits préautorisés gratuits. Vous devez payer tous les frais liés aux transactions effectuées avec l'assistance d'un employé en succursale ou d'un agent du Centre contact clientèle BMO, aux paiements d'une facture papier à un guichet automatique ainsi qu'aux services, produits et autres transactions non inclus avec le compte de chèques BMO IGA AIR MILES. ^{MDI} Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal. ^{MDI} La Banque de Montréal est un usager sous licence de la marque déposée et du symbole de MasterCard International Incorporated. La Banque de Montréal est un usager sous licence de la marque de commerce Maestro de Maestro International. ^{MDI} MasterCard et la marque MasterCard sont des marques déposées de MasterCard International Incorporated. ^{MDI} Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par LoyaltyOne, par la Banque de Montréal et par Sobey's Capital Incorporated.

NOUVELLE CARTE ÉLECTORALE FÉDÉRALE

Les noms de célébrités écartés

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Il n'y aura pas de circonscriptions Maurice-Richard, Gilles-Villeneuve, Paul-Sauvé ou Idola-Saint-Jean. Devant les critiques soulevées par sa proposition initiale, la commission chargée de redécouper les limites électorales fédérales pour le Québec a opté pour des appellations plus classiques.

« Reçus avec scepticisme, provoquant même des oppositions senties, ces éléments sont en fin de compte retirés du projet que nous présentons », ont écrit les trois commissaires dans leur deuxième rapport, déposé à la Chambre des communes hier après-midi. Leur première mouture proposait une vingtaine de nouveaux noms à caractère historique. Plusieurs jugeaient qu'ils ne permettaient pas une bonne identification géographique.

La commission a pour tâche d'incorporer trois nouvelles circonscriptions fédérales à la carte du Québec et de redécouper les frontières existantes pour mieux représenter les mouvements de population.

Ces trois nouvelles circonscriptions seraient ajoutées en banlieue de Montréal: Vimy et Sainte-Rose à Laval, et LeMoyné à Longueuil. En revanche, 44 des



Un homme vote lors des élections du 2 mai 2011. La carte électorale fédérale du Québec risque d'être différente lors du prochain scrutin puisqu'elle devrait compter trois nouvelles circonscriptions en plus de frontières redéfinies.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

75 circonscriptions actuelles conserveraient leur nom, et 31 seulement en changeraient.

Les nouvelles appellations « tirent leur nouveauté de modifications qui, plus ou moins radicales, sont principalement de deux ordres: simplifier les dénominations devenues trop complexes [...] ou assurer une meilleure correspondance avec la réalité géographique résultant du redécoupage », ont expliqué les commissaires.

Ainsi, parmi ces nouveaux noms, on trouve Dorval-Lachine (Lachine est actuellement jumelée avec Notre-Dame-de-Grâce), Ville-Marie (qui se verrait séparée de Westmount) et Saint-Laurent (amputée de Cartierville, qui se joint maintenant à Ahuntsic pour s'appeler Ahuntsic-Cartierville). C'est à Ahuntsic, d'ailleurs, que la circonscription Maurice-Richard devait initialement être ajoutée.

Réactions positives

La première proposition, présentée en septembre, avait provoqué une levée de boucliers, particulièrement en région. Outre les 56 changements de noms alors prévus, plusieurs dénonçaient le fait que de nouvelles circonscriptions séparaient des communautés aux champs d'intérêt similaires sur les plans social, géographique ou politique. C'était le cas, par exemple, de Hautes-Laurentides-Pontiac, qui

regroupait un vaste territoire des Laurentides et de l'Outaouais.

Des députés de l'est du Québec avaient même fait front commun pour dénoncer la disparition d'une circonscription de la Gaspésie représentée par un député du Bloc québécois. L'objectif était d'en ajouter une dans l'île de Montréal. Mais les commissaires ont également fait marche arrière sur cette question.

« Ce sont de bonnes nouvelles, compte tenu du fait que le poids politique de l'est du Québec va être maintenu et compte tenu du fait que le premier rapport des commissaires nous amputait d'une circonscription - la mienné », a affirmé le député bloquiste concerné, Jean-François Fortin.

Au Nouveau Parti démocratique (NPD), la réaction est aussi positive. « Après un bref survol, ça semble correspondre à plusieurs des demandes que nous avons faites », a déclaré le député Robert Aubin.

Les propositions seront maintenant étudiées par les membres d'un comité parlementaire, qui transmettra ses recommandations aux trois commissaires. Ceux-ci auront jusqu'en juin pour envoyer leur rapport final au président de la Chambre. La mise en vigueur, qui se fait par décret du gouverneur en conseil, est prévue pour le mois de septembre.

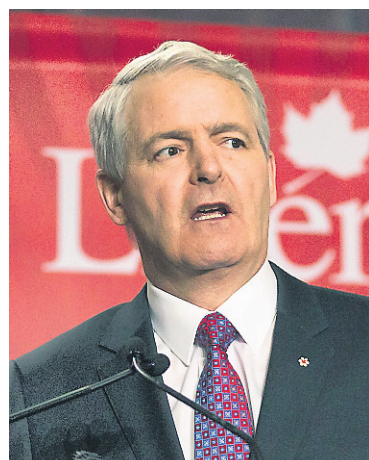


PHOTO CHRIS YOUNG, PC

Marc Garneau a invité Justin Trudeau à l'affronter dans un débat à deux. Mais son adversaire a refusé.

DIRECTION DU PLC

Trudeau refuse un duel avec Garneau

JOEL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Justin Trudeau décline l'invitation lancée par Marc Garneau de l'affronter dans un débat à deux avant la fin de la course à la direction du Parti libéral du Canada (PLC).

Considéré comme le meneur de la course, M. Trudeau a affirmé sur son compte Twitter qu'il aura l'occasion de croiser le fer avec M. Garneau lors du quatrième débat, samedi à Halifax.

« Je respecte tous les candidats dans la course au leadership du PLC. On se voit à Halifax, Marc. Je crois qu'il y a des échanges à deux », a lancé le député libéral de Papineau.

Le torchon brûle visiblement de plus en plus entre les deux hommes. Depuis trois semaines, M. Garneau ne cesse de mettre en doute les qualités de leader de M. Trudeau.

Hier matin, M. Garneau a tenu une conférence de presse pour mettre au défi M. Trudeau de l'affronter dans un débat à deux. Accusant de nouveau le meneur de la course de n'avoir aucune proposition précise pour permettre au PLC de reprendre le pouvoir, M. Garneau a soutenu qu'il est prêt à se plier à l'agenda de M. Trudeau pour débattre de ses idées.

M. Garneau estime qu'une course qui met aux prises neuf candidats ne permet pas de mettre à l'épreuve les qualités de chef de Justin Trudeau.

DOMINEZ LES ÉLÉMENTS

LA ROUTE. AUTREMENT.

XV CROSSTREK 2013

Location à partir de

269\$*

/mois taxes en sus

24 MOIS

- Comptant exigé : 3 269,41\$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 4 085,52\$ (taxes incluses)

À LA LOCATION

0\$ dépôt de sécurité

km alloués 20 000 km/année

km excédentaires 0,10 \$/km

CARACTÉRISTIQUES

- DE SÉRIE** Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- DE SÉRIE** Moteur BOXER SUBARU de haute performance
- DE SÉRIE** Système de contrôle de la dynamique du véhicule et système de contrôle de la traction
- DE SÉRIE** Jantes en alliage d'aluminium de 17 po
- DE SÉRIE** Longeron surélevés pour galerie de toit
- DE SÉRIE** Connectivité pour téléphones mobiles Bluetooth®, à activation vocale
- EN OPTION** Transmission CVT Lineartronic® (transmission à variation continue) avec mode manuel, pour un rendement énergétique remarquable

MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ*

2013 IIHS TOP SAFETY PICK

Subaru est le seul constructeur à recevoir une mention « Meilleur choix sécurité » de l'IIHS pour tous ses modèles, et ce, pour une quatrième année consécutive.

ÉCONOMIE D'ESSENCE

Économie d'essence (l/100 km)^Δ

CVT Lineartronic® | Ville 8,2 / Route 6,0

SMT | Ville 8,9 / Route 6,7

Indice d'octane recommandé : 87

Données estimatives

ÉQUIPEE DE LA TRACTION INTÉGRALE SYMÉTRIQUE À PRISE CONSTANTE

SUBARU

Confiance et évolution

Japonais et plus encore! | www.quebec.concessionsubaru.ca

SUBARU-MONTRÉAL MONTRÉAL	SUBARU BROSSARD BROSSARD	SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY	JOLIETTE SUBARU JOLIETTE	CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY
SUBARU DE LAVAL LAVAL	SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX	SUBARU SAINTE-JULIE SAINTE-JULIE	JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU
	SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE	SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND	LACHUTE SUBARU BROWNSBURG	

* À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCCL. Δ Cote de consommation d'essence établie par Ressources Naturelle Canada de 6,0l/100 km (route) pour la XV Crosstrek 2013 équipée de la transmission automatique à variation continue et dotée d'un réservoir d'essence d'une capacité de 60 litres. Les données de consommation de carburant devraient être utilisées à seule fin de comparer des véhicules. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite et la charge du véhicule. † Une cote « Bien » constitue la meilleure cote possible aux quatre tests de collision frontale à chevauchement modéré, latérale, arrière et de capotage réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Pour mériter la mention « Meilleur choix sécurité 2013 », un véhicule doit obtenir la cote « Bien » aux quatre tests. Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photo(s) à titre indicatif seulement. Les spécifications techniques sont sujettes à changement sans préavis. Offres valables jusqu'au 28 février 2013.

On la croyait dans le coma. Elle était consciente.



« J'avais envie de crier :
je suis vivante ! »



Angèle Lieby avec Hervé de Chalendar
24,95 \$

Hospitalisée d'urgence, Angèle Lieby est plongée dans un coma artificiel. Malgré toutes les stimulations, les médecins n'arrivent pas à la réveiller. « Il faut la débrancher. » Pourtant, le jour anniversaire de son mariage, une larme perle au coin de sa paupière.

Elle raconte dans ce livre l'enfer d'une femme enfermée dans son propre corps ; l'amour de ses proches, qui ne l'abandonnent jamais ; sa lente résurrection.

Un témoignage bouleversant.

**100 000 exemplaires
vendus en France**

Déjà traduit en 8 langues

« On est assez fasciné par le récit de cette femme...
Quelle leçon de vie ! Un livre à lire, vraiment ! »
Réjean Léveillé, TVA

« Très touchant comme livre et même éducatif. »
Richard Turcotte, *Ça commence bien!* Canal V

« Une incroyable leçon de vie, d'amour et de détermination. »
Marie-France Bornais, *Journal de Montréal*

« Une histoire incroyable mais vraie, un film pour Hollywood. »
Thierry Ardisson, *Canal +*

« Assez troublant... »
Paul Arcand, *Puisqu'il faut se lever*, 98,5 FM

Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, en visite à Port-au-Prince

Le Canada n'abandonne pas Haïti

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Canada continuera à soutenir des projets d'aide au développement en Haïti malgré les signes d'impatience manifestés au début de l'année par le ministre responsable de l'ACDI, Julian Fantino.

De passage à Port-au-Prince, hier, le ministre des Affaires étrangères, John Baird, s'est dit satisfait des progrès accomplis sur le terrain depuis un an. Il s'est aussi félicité de voir que le Canada a un partenaire « stable » avec le gouvernement qui dirige le premier ministre Laurent Lamothe.

M. Baird a tout de même profité de son passage pour rappeler au chef du gouvernement haïtien que le Canada s'attend à ce que les dizaines de millions de dollars qu'il verse annuellement en aide donnent des résultats concrets et que les autorités au pouvoir luttent plus énergiquement contre la corruption.

« Je pense qu'il y a certains de nos projets qui sont de grands succès », a affirmé M. Baird dans une entrevue accordée à *La Presse* en faisant allusion à la construction d'un nouveau poste de police et à l'aide qui a permis de loger des milliers de personnes dans un parc près du palais présidentiel.

« Après quelques années, nous devons évaluer les investissements que nous avons faits pour voir si nous avons eu de bons résultats. » — John Baird, ministre des Affaires étrangères

« Mais notre but est d'avoir plus d'imputabilité et de résultats. Maintenant, nous avons un nouveau gouvernement élu il y a deux ans. Il y a un gouvernement stable avec le premier ministre Laurent Lamothe. [...] Cela va dans la bonne direction. Nous avons un bon partenaire ici. Il veut aussi que chaque dollar qui est dépensé ici donne de bons résultats », a ajouté le ministre.

Lutte contre la corruption

En entrevue, le chef de la diplomatie canadienne a pris soin de noter les progrès réalisés dans la lutte contre la corruption. Même s'il demeure un pays où ce fléau est omniprésent, Haïti a tout de même progressé de 10 places dans l'indice de corruption, passant du 175^e rang en 2011 au 165^e rang en 2012, selon le dernier rapport de Transparency International.

M. Baird a aussi souligné que l'ancien président américain Bill Clinton, qui multiplie les efforts pour améliorer le sort des Haïtiens, lui avait personnellement vanté les qualités du premier ministre Lamothe durant une réunion à New York l'automne dernier.

M. Baird a d'ailleurs indiqué à son hôte que le Canada est prêt à aider le gouvernement d'Haïti à mieux coordonner l'action des organisations non gouvernementales, des donateurs et des



Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, a profité de son passage à Port-au-Prince pour rappeler au chef du gouvernement haïtien que le Canada s'attend à ce que les dizaines de millions de dollars qu'il verse annuellement en aide donnent des résultats concrets et que les autorités au pouvoir luttent plus énergiquement contre la corruption.

partenaires qui sont actuellement à l'œuvre dans le pays.

Le ton de M. Baird tranche nettement avec les propos tenus

par le ministre Julian Fantino. Dans une entrevue accordée à *La Presse*, au début de l'année, M. Fantino s'était dit déçu par

le manque de progrès et avait ajouté qu'il désirait trouver une meilleure façon d'aider à la reconstruction du pays.

Il avait laissé entendre que l'aide au pays le plus pauvre de l'Occident serait révisée, ce qui avait provoqué une grande inquiétude chez les autorités haïtiennes, les fonctionnaires américains et les Nations unies.

Des fonctionnaires de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avaient ensuite rectifié le tir en soulignant qu'on menait un examen approfondi de la contribution de 1 milliard de dollars que le Canada accorde à ce pays des Antilles.

La venue de John Baird est d'ailleurs la première visite par un ministre du gouvernement Harper depuis les propos controversés de M. Fantino.

Une évaluation nécessaire

M. Baird a soutenu qu'il est normal d'évaluer l'efficacité de l'aide internationale canadienne.

« Après quelques années, nous devons évaluer les investissements que nous avons faits pour voir si nous avons eu de bons résultats. Cela a été le cas en Afghanistan. C'est le cas en Haïti, c'est la même chose partout. Nous voulons travailler avec eux ici, avec notre partenaire, et être sûrs que nos priorités sont alignées. »

TD Assurance

Découvrez pourquoi tant de professionnels et de diplômés multiplient les économies en optant pour TD Assurance

Les nouveaux clients économisent **20%** ou plus sur leur assurance auto¹.

Joignez-vous au nombre croissant de membres qui cumulent les économies en confiant leurs assurances auto et habitation à TD Assurance.

La plupart des assureurs accordent des rabais aux clients qui combinent assurances auto et habitation ou qui ont un bon dossier de conduite. Mais saviez-vous qu'en plus d'offrir ces mêmes rabais, nous proposons une tarification plus avantageuse aux membres des associations de professionnels et de diplômés universitaires? Découvrez combien vous pourriez économiser en tant que nouveau client si vous êtes membre d'une des nombreuses associations de professionnels et de diplômés universitaires à qui nous accordons une tarification plus avantageuse.



Composez le **1-855-277-0277** ou visitez joignez.tdassurance.com



HABITATION | AUTO | VOYAGE

Ce programme d'assurances est souscrit par Sécurité Nationale compagnie d'assurance et distribué par Meloche Monnex assurance et services financiers inc. au Québec. ¹ Les économies varient selon les associations de professionnels ou de diplômés universitaires ayant conclu avec l'assureur une entente qui accorde des tarifs préférentiels. Les économies de 20 % correspondent au cumul du rabais consenti aux nouveaux clients et des économies les plus courantes dont bénéficient en assurance automobile les membres de ces associations par rapport aux non-membres. ² Aucun achat requis. Est admissible au concours quiconque demande ou reçoit une soumission admissible de TD Assurance ou de TD Assurance Meloche Monnex. Le concours se termine le 1er juillet 2013. Un (1) prix à gagner. Le gagnant aura le choix entre un voyage à Paris, jusqu'à concurrence d'une valeur maximale de 10 000 \$ CA, ou 10 000 \$ CA en argent comptant. Il appartient au gagnant d'organiser son voyage. Réponse à une question d'habileté mathématique requise. Les chances de gagner dépendent du nombre d'inscriptions admissibles reçues. Règlement complet du concours à joignez.tdassurance.com. MD / Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion ou d'une filiale en propriété exclusive au Canada et/ou dans d'autres pays.

Résultats des tirages du : 2013-02-25

Sprinto
25 29 31 33 36

Power
7 10 V V A

Astro
Jour - Mois - Année - Signe
29 MAI 34 TAUREAU

Quotidienne
3 955 4 4260

Extra | **Triples** 01 05
6270647 | 13 27 35

banco
01 05 09 10 17 18 21 23 24 32
38 42 48 49 50 55 59 66 68 69

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Cameroun Vidéo de la famille enlevée

La famille de sept Français enlevée au Cameroun il y a une semaine apparaît pour la première fois dans une vidéo, aux côtés de ravisseurs disant appartenir au groupe islamiste nigérian Boko Haram. Le père s'y tient aux côtés de sa femme, de leurs quatre enfants âgés de 5 à 12 ans et de son frère, et lit une déclaration en français.

— AFP



PHOTO REUTERS

Russie Poutine contre le tabac

Le président russe, Vladimir Poutine, a promulgué une loi interdisant de fumer dans les lieux publics, qui va progressivement entrer en vigueur à partir de juin, a annoncé le Kremlin. Il sera au départ, notamment, interdit de fumer dans les écoles et les universités ainsi que dans les bâtiments administratifs.

— AFP



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Corée du Sud Tact et fermeté

La nouvelle présidente de la Corée du Sud, Park Geun-Hye, investie hier première femme à ce poste, a averti qu'elle ne tolérerait pas la moindre provocation du Nord, tout en promettant de conduire avec son voisin et frère ennemi la politique des petits pas, comme annoncé pendant la campagne.

— AFP



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

2

Une alpiniste népalaise, Chhurim Sherpa, a été sacrée première femme à avoir vaincu l'Everest deux fois dans la même saison, a annoncé le Guinness World Records. Cette femme de 29 ans a réussi la prouesse de défier le plus haut sommet du monde à quelques jours d'intervalle: le 12 mai de l'an dernier et la semaine suivante.

— AFP

La face sombre de l'armée américaine



AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

Les chiffres font dresser les cheveux sur la tête. En 2010, 3158 viols ont été rapportés dans l'armée américaine. Ce qui équivaut à huit viols par jour. Ou encore un viol toutes les trois heures.

Une soldate américaine sur trois affirme avoir subi une forme de violence à un moment ou un autre de sa carrière militaire. Et ça, c'est sans compter toutes celles qui se taisent, écrasées par la honte.

Le phénomène est si répandu qu'au plus fort de la guerre en Irak, une femme engagée dans l'armée des États-Unis avait plus de chances d'être violée que d'être tuée par l'ennemi!

Les agresseurs n'appartiennent pas à une armée adverse. Ce sont, le plus souvent, les collègues, amis ou supérieurs des victimes.

C'est ce que le documentariste Kirby Dick a appelé *The Invisible War*: la guerre invisible. Dans son film, mis en

nomination aux Oscars, il fait plus qu'aligner des statistiques. Il met des visages sur ce fléau, que l'armée balaye sous le tapis, tel un honteux secret de famille.

Le visage de Kori Cioca, par exemple: une ancienne garde-côte qui a été violée et

qui sont entrées dans l'armée pleines d'enthousiasme et d'espoir. Et en sont sorties avec leurs rêves fracassés et une vie en miettes.

Toutes ont confié au cinéaste que le pire, ce n'était ni le viol ni la brutalité physique. Le pire, c'était la carapace contre laquelle elles se sont heurtées dès le moment où elles ont osé dénoncer leurs agresseurs.

Suivant la hiérarchie militaire, c'est vers leur supérieur qu'elles devaient se tourner pour porter plainte. Un supérieur presque toujours incrédule et solidaire avec ses «boys.»

pour avoir provoqué leurs agressions. «Ne te maquille surtout pas, les gars vont penser que tu veux coucher avec eux», avait conseillé un soldat à une nouvelle collègue.

«J'ai reçu trois plaintes pour viol aujourd'hui, c'est une blague ou quoi?», a dit un officier à l'une des femmes qui ont eu le courage de se confier au cinéaste.

Une bonne blague, en effet: la vaste majorité des accusations de viol n'aboutit nulle part. Et la très vaste majorité des agresseurs ne subit aucune sanction. L'impunité est quasi absolue.

Avec sa culture de violence et d'hyper virilité, l'armée attire les violeurs potentiels. Ça, on peut le comprendre. Ce qui est plus difficile à expliquer, c'est pourquoi elle les accueille si généreusement dans ses rangs.

battue avec une telle sauvagerie qu'elle en a eu la mâchoire détruite et se nourrit depuis cinq ans avec du Jello et des purées.

Et puis, il y a Robin, Ariana, Helen, Jessica, Ayana, et combien d'autres jeunes femmes

Non seulement ces femmes n'ont reçu aucune aide de l'armée qui leur a volé toutes leurs illusions, mais en plus, plusieurs ont subi des représailles professionnelles pour avoir osé se plaindre. Quand elles n'ont pas été blâmées

Le documentaire essaie de déterrer les racines de cette sordide épidémie. Au fil des entrevues, on tombe sur cette statistique: 15% des nouvelles recrues de l'armée ont déjà commis une agression sexuelle dans la vie civile.

Avec sa culture de violence et d'hyper virilité, l'armée attire les violeurs potentiels. Ça, on peut le comprendre. Ce qui est plus difficile à expliquer, c'est pourquoi elle les accueille si généreusement dans ses rangs.

The Invisible War étale sur grand écran une culture de misogynie, de soumission hiérarchique, de violence, de secret et d'impunité qui sévit dans tous les corps de l'armée américaine et n'épargne ni les femmes ni les hommes. (Ces derniers sont proportionnellement moins exposés au viol. Mais comme ils sont largement majoritaires, ils sont plus nombreux que les femmes à subir les agressions de leurs collègues en uniforme.)

«Même si la plupart des soldats ne sont pas des violeurs, et que la plupart des hommes ne détestent pas les femmes, dans l'armée, même le meilleur des hommes peut succomber à la pression d'agir comme si c'était le cas», avait écrit, à ce sujet, la journaliste Helen Benedict dans un long article intitulé: «Pourquoi les soldats violent-ils?»

En février 2011, 17 soldates américaines ont intenté un recours collectif contre le Pentagone, dénonçant le traitement qu'elles ont subi dans l'armée et l'indifférence de ceux qui auraient dû les protéger.

Le recours a été rejeté en décembre. Pourquoi? Parce qu'en 1950, la Cour suprême des États-Unis avait rendu une décision qui place carrément l'armée au-dessus des tribunaux civils.

The Invisible War n'a pas gagné d'Oscar, dimanche. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas en parler...

Syrie Le régime se dit prêt au dialogue avec les rebelles armés

MOSCOU — Le régime du président Bachar al-Assad s'est dit pour la première fois hier prêt au dialogue avec les rebelles armés pour mettre fin au conflit, mais ces derniers ont rejeté toute négociation avant le départ du chef de l'État et le retrait de l'armée des villes.

Cependant, la Coalition de l'opposition syrienne a annoncé qu'elle participerait finalement jeudi à Rome à la réunion des Amis du peuple syrien qu'elle avait menacé de boycotter pour dénoncer «le silence international» sur les crimes commis par le régime.

«Nous sommes prêts au dialogue avec tous ceux qui veulent le dialogue, y compris les groupes armés», a déclaré le

chef de la diplomatie syrienne, Walid al-Mouallem, au début d'entretiens à Moscou avec son homologue russe, Sergueï Lavrov.

«Nous restons favorables à un règlement pacifique du problème syrien. Une commission gouvernementale a été créée pour mener des pourparlers avec l'opposition dans le pays et même avec l'opposition à l'extérieur» de la Syrie, a-t-il ajouté.

Mais, sur la chaîne de télévision satellitaire arabe Al-Arabiya, le chef d'état-major de l'armée rebelle en Syrie, Sélim Idriss, a affirmé que les insurgés refusaient toute négociation avec Damas avant le départ de M. Assad et le retrait de l'armée des villes. — Agence France-Presse

Argo L'Oscar reconforte Taylor, irrite l'Iran

Ken Taylor, l'ancien ambassadeur canadien en Iran ayant pris de grands risques pour protéger des Américains au cours de la prise d'otages en 1979, a affirmé hier s'être réjoui de finalement entendre le réalisateur Ben Affleck remercier le Canada après qu'*Argo* eut été sacré meilleur film aux Oscar, dimanche soir.

Le film a suscité des critiques de la part de Canadiens, dont l'ancien ambassadeur Ken Taylor, qui a déploré que le film montre le Canada comme un simple observateur des actes d'héroïsme de la CIA. M. Taylor a soutenu que le film minimise le rôle du Canada dans le sauvetage des otages américains, lui qui a accordé

refuge aux Américains à son domicile à Téhéran et a facilité leur sauvetage en obtenant des billets d'avion et en persuadant le gouvernement canadien d'émettre de faux passeports.

Le sacre d'*Argo* a eu des résonances jusqu'en Iran, où il a été qualifié hier de «film politique» par les médias iraniens, critiquant l'apparition de la Première dame Michelle Obama pour l'annoncer.

Pour la télévision publique iranienne, cette intervention «renforce les doutes selon lesquels la récompense du film avait des motifs politiques». Pour l'agence Fars, affiliée aux Gardiens de la révolution, *Argo* est un «film anti-Iran», financé



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE CANADIENNE

L'ancien ambassadeur du Canada en Iran, Ken Taylor.

par «une entreprise sioniste», en allusion à la société de production californienne Warner Bros.

— D'après l'AP et l'AFP

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE



RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Retrouvez la personnalité de la semaine et aussi celles des semaines précédentes sur lapresse.ca/personnalite

Partenaires de l'excellence

AIR CANADA

RioTintoAlcan

Financière Manuvie

Pour votre avenir

Vers une Italie ingouvernable

Grillo est le seul véritable vainqueur d'un scrutin marqué par la remontée de Berlusconi

AGENCE FRANCE-PRESSE

ROME — L'Italie s'est enfoncée dans une impasse hier, avec une Chambre des députés à gauche et un Sénat sans majorité, à l'issue d'élections marquées par le boom de l'ex-comique Beppe Grillo et scrutées par des partenaires inquiets pour la troisième économie de la zone euro.

« Le pays affronte une situation très délicate », a commenté dans la soirée Pier Luigi Bersani, leader de la gauche. Sa coalition a remporté le plus de voix dans les deux chambres du Parlement, mais elle n'obtient une majorité de sièges qu'à la Chambre des députés.

Au Sénat, en revanche, en vertu de règles électorales différentes, c'est la droite qui empocherait le plus de sièges. Surtout, aucune majorité claire ne se dégage, même en cas d'une hypothétique alliance entre la gauche et le centre du chef du gouvernement sortant Mario Monti.

« Un vote-choc qui nous donne un Parlement bloqué », a titré sur son site le *Corriere della Sera*.

Seul véritable vainqueur du scrutin, Beppe Grillo et son Mouvement 5 étoiles (M5S) a su séduire en surfant sur le rejet de la classe politique, la colère contre l'austérité, la défiance à l'égard de l'Europe.

Catalyseur du malaise social dans un pays en pleine



Selon des résultats officiels, le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo a récolté aux alentours de 25% dans chacune des deux chambres, devenant la troisième force politique du pays.

récession économique (-2,2% en 2012), il a pris des voix aussi bien à la droite qu'à la gauche avec un programme jugé « populiste » par ses adversaires: fin du financement public des partis politiques, revenu minimum de 1000 euros (1340\$) et référendum sur l'euro.

Selon les résultats officiels, il obtient aux alentours de 25% dans chacune des deux chambres, devenant la troisième force politique du pays.

Le pari perdu de Monti

De son côté, le chef du gouvernement sortant Mario Monti a perdu son pari de former une grande force au centre puisque sa coalition ne remporte qu'environ 10% des voix dans chaque Chambre.

« Nous sommes très satisfaits » du résultat, a-t-il toutefois déclaré, rappelant que sa coalition a vu le jour il y a seulement deux mois.

Le Professore a exprimé le vœu d'un « gouvernement qui fera mieux » que le sien « sans

balayer les sacrifices consentis par les Italiens » pour permettre l'assainissement du pays.

Quant à Silvio Berlusconi, parti sous les huées en novembre 2011 et malgré des procès à répétition, dont un pour prostitution de mineure, il a opéré une remontée spectaculaire en promettant d'abaisser les impôts et même de rembourser une taxe foncière impopulaire rétablie par Monti. « C'est un résultat extraordinaire » qui montre que « ceux qui croyaient que Berlusconi

était fini devront y repenser », s'est félicité Angelino Alfano, secrétaire général du parti du Cavaliere, le PDL.

La coalition de gauche de Pier Luigi Bersani, qui remporte 29,5% des voix, s'adjuge la majorité des sièges à la Chambre (340 des 630 sièges), grâce à un système qui accorde 54% des fauteuils à la formation arrivant en tête.

Mais au Sénat, où la prime de majorité est accordée par région, les résultats donnent le centre gauche très loin de la majorité absolue des 158 sièges.

En terme de voix, la gauche remporte 31,63% des voix et la droite 30,71%.

« C'est sûr que s'il y a une majorité à la Chambre et une autre au Sénat, il n'y a pas de gouvernement », a constaté avec dépit Stefano Fassina, l'économiste du Parti démocrate.

Et les modestes 17 sénateurs sur 20 prévus pour le camp Monti ne suffisent pas pour former une alliance majoritaire.

« Un pays ingouvernable, politiquement mais aussi techniquement avec peu d'issues fondées sur des alliances presque impraticables et numériquement insuffisantes », a commenté Massimo Razzi dans la *Repubblica*.

Pour lui, la seule solution sera de retourner voter, soit pour tout le Parlement soit seulement pour le Sénat.

GRANDE-BRETAGNE

Un archevêque en disgrâce renonce au conclave

D'APRÈS L'AFP

LONDRES — Le cardinal Keith O'Brien, principal ecclésiastique catholique britannique, a démissionné hier de son poste d'archevêque et décidé de renoncer au conclave, sur fond d'une affaire de moeurs présumée, nouveau scandale dans l'Église à trois jours du départ de Benoît XVI.

Keith O'Brien avait présenté en novembre sa démission de son poste d'archevêque de Saint Andrews et Édimbourg (Écosse), qui devait prendre effet en mars à l'occasion de

son 75^e anniversaire. Mais le pape Benoît XVI « a désormais décidé que ma démission prendrait effet aujourd'hui, le 25 février 2013 », a annoncé Keith O'Brien, sans donner d'explication à cette décision.

Le cardinal a par ailleurs précisé qu'il ne participerait pas au conclave, chargé d'élire le nouveau pape.

« Je ne souhaite pas que les médias se focalisent sur moi à Rome, mais plutôt sur le pape Benoît XVI et son successeur », a expliqué dans un communiqué Keith O'Brien, seul ecclésiastique

de Grande-Bretagne à pouvoir voter au conclave.

Sa démission, acceptée par le pape le 18 février, mais annoncée seulement hier, intervient au moment crucial où l'Église catholique doit élire son nouveau chef, après la démission-surprise de Benoît XVI.

Elle prend effet alors que le cardinal, connu pour ses positions antigais, est accusé d'avoir eu, à partir des années 80, des « comportements indécents » à l'égard de trois prêtres et d'un ancien curé, selon *The Observer* paru dimanche.



Keith O'Brien est accusé d'avoir eu des « comportements indécents » à l'égard de trois prêtres et d'un ancien curé, selon *The Observer*.

Un porte-parole de M^{gr} O'Brien a démenti les accusations qui pèsent sur le cardinal, a rapporté le journal britannique. Mais le Saint-Siège a indiqué dimanche que le pape avait été « informé du problème » et que la question était « maintenant entre ses mains ».

Les quatre plaignants, tous du diocèse de Saint Andrews et Édimbourg, ont rapporté les faits au nonce apostolique en Grande-Bretagne, Antonio Mennini, la semaine précédant l'annonce, le 11 février, de la renonciation de Benoît XVI.

Crise de la viande de cheval Ikea retire ses boulettes de la vente

Le géant du meuble Ikea, qui vend également des spécialités culinaires, a annoncé hier qu'il retirait de la vente dans une quinzaine de pays européens des boulettes de viande surgelées qui contiendraient du cheval, après un test réalisé en République tchèque. « Nous [...] retirons de la vente les paquets d'un kilo de boulettes

de viande surgelées en Slovaquie, en République tchèque, en Hongrie, en France, en Grande-Bretagne, au Portugal, en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, à Chypre, en Grèce et en Irlande », ainsi qu'en Suède, a déclaré une porte-parole du groupe suédois, Ylva Magnusson. Ikea précise que ses « propres contrôles n'ont pas révélé de

traces de viande chevaline », mais qu'il allait « approfondir ses recherches ». Les boulettes vendues dans les magasins canadiens sont produites aux États-Unis, a indiqué l'entreprise. « La situation européenne ne s'applique donc pas au Canada. Il n'y a pas de viande de cheval dans nos boulettes », a dit Madeleine Löwenborg-Frick, directrice

des relations publiques pour IKEA Canada. Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne se sont rencontrés hier à Bruxelles pour discuter des ramifications de cette affaire. Certains membres réclament l'adoption de règles plus strictes pour restaurer la confiance des consommateurs. — AFP et *La Presse*



CESSEZ DE CHERCHER À GAUCHE ET À DROITE.

Les prix Air Canada les plus bas se trouvent sur aircanada.com

FAITES LE TEST.

Si vous trouvez, dans les 24 heures, un prix Air Canada inférieur au nôtre, nous vous accorderons un crédit de 50 \$ plus la différence du prix.

C'EST LA PROMESSE QUE VOUS FAIT AIR CANADA.

Vous trouverez toujours nos prix les plus bas sur aircanada.com

Réservez dès maintenant.

aircanada.com 

La garantie des plus bas prix Air Canada s'applique également aux réservations effectuées par les agents de voyages sur le site aircanada.com/agents

Notre promesse: si vous trouvez, dans les 24 heures suivant l'achat de billets sur aircanada.com, un prix Air Canada plus bas d'au moins 5 \$ pour exactement le même vol Air Canada, Air Canada Express^{MC} (exploité par Jazz Aviation LP, Sky Regional Airlines inc., Exploits Valley Air Services Ltd. ou Air Georgian) ou Air Canada rouge au départ du Canada, Air Canada vous offrira un crédit de 50 \$ plus la différence du prix par passager. Les prix non accessibles au public et les vols à code multiple sont exclus. D'autres conditions s'appliquent. Pour tous les détails, visitez aircanada.com/garanti. ^{MC}Air Canada Express est une marque de commerce d'Air Canada.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

L'office religieux



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Le premier sujet d'étonnement est la création d'une nouvelle entité bureaucratique par Stephen Harper, un homme plutôt associé à l'idée d'un État modeste. Le second, ô paradoxe, est le peu de moyens dont dispose la nouvelle créature, à peine suffisants pour payer l'épicerie.

Il est question du Bureau de la liberté de religion, promis lors de la campagne électorale de 2011 et institué il y a huit jours par le premier ministre.

Le Bureau dispose d'un budget de cinq millions de dollars et emploie cinq personnes. Il est dirigé par Andrew Bennett, un intellectuel catholique, sous-diacre, professeur d'histoire du christianisme et doyen d'un collège confessionnel. Le nouvel organisme est, précise-t-on, destiné à assurer «la promotion de la liberté de croyance et de religion en tant qu'élément prioritaire de la politique étrangère du Canada».

La motivation partisane de cet exercice est claire. Il s'agit de faire un clin d'œil à la fois aux chrétiens militants du Parti conservateur et, surtout, aux minorités religieuses locales. De fait, le baptême médiatique de la nouvelle structure a été célébré en présence d'un imam.

Le message est limpide, lui aussi. Bien qu'elle n'existe pas en théorie, la priorité donnée aux droits religieux par rapport aux autres droits est en pratique confirmée. (Ce choix est aussi celui de la Cour suprême du Canada, comme nous l'avons souvent déploré ici.)

Cependant, on sait peu de choses du *modus operandi*

qu'adoptera le Bureau de la liberté de religion.

C'est pourtant là que le diable se cache.

Un croyant est à peu près toujours persécuté en raison de sa foi par un autre croyant, également motivé par sa foi. Or, plus celle-ci est exacerbée chez les individus et puissante dans l'espace public, plus elle est susceptible d'opprimer cette liberté qu'Andrew Bennett a le mandat de protéger. Et de déclencher les pires horreurs – nul besoin d'illustrer.

Saisit-on bien ce que cette réalité implique?

Foi et droits : ce sont les croyants qui persécutent les croyants.

Une crainte exprimée à l'endroit du nouveau Bureau concerne son possible «biais» chrétien ou son éventuel prosélytisme. Cette possibilité est réelle. Mais il est vrai aussi que les chrétiens sont aujourd'hui les croyants les plus persécutés dans le monde: 75% des cas d'atteinte à la liberté religieuse les concernent (2012).

Cependant, un danger plus grand encore serait d'ignorer que la seule solution au problème des guerres de religion, ouvertes ou larvées, est de baisser le feu sous la marmite de la foi. D'expliquer sans relâche la relativité de celle-ci et de résister à ses efforts d'occupation de la place publique – le contraire du prosélytisme, en somme. Enfin et surtout, de tenir la religion loin de la politique, leur union constituant un mélange explosif.

Or, ne serait-ce que sur ce dernier point, la création d'un tel office au sein de l'appareil d'État peut difficilement être vu comme un progrès.

Changer au lieu de se priver



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

Les pays du bassin méditerranéen ne sont peut-être pas des modèles de gestion des finances publiques, mais en matière d'alimentation, ils pourraient nous en remontrer. Le régime méditerranéen traditionnel diminue les risques de problèmes cardiovasculaires de façon notable, confirme une recherche publiée hier dans le *New England Journal of Medicine*.

«Les résultats de notre expérience pourraient expliquer en partie que la mortalité cardiovasculaire soit plus faible dans les pays méditerranéens qu'en Europe du Nord ou aux États-Unis», avancent les chercheurs espagnols.

C'est le triomphe de la substitution sur la privation.

Pour voir si le fameux régime méditerranéen peut vraiment faire une différence, ils ont recruté près de 7500 Espagnols dans une expérience qui s'est échelonnée sur plus de sept ans. Les participants ne souffraient pas de maladies cardiovasculaires, mais présentaient des risques importants: diabète de type 2, ou une combinaison d'au moins trois facteurs (tabagisme, hypertension, surpoids, hérédité, etc.).

Deux groupes ont été assignés au régime méditerranéen. Viandes rouges et charcuteries, produits de boulangerie industrielle et boissons gazeuses étaient déconseillés, fruits et légumes, poissons,

légumineuses, noix et huile d'olive chaudement recommandés. Le troisième groupe suivait un régime faible en gras. Puis, les chercheurs ont noté les infarctus du myocarde, les accidents vasculaires cérébraux (AVC) et les décès causés par des problèmes cardiovasculaires qui survenaient. Conclusion? Les patients soumis à un régime méditerranéen ont vu leur risque relatif diminuer d'environ 30%.

L'étude ne permet pas de savoir si ce type d'alimentation aurait un effet protecteur sur des sujets ne présentant pas de facteurs de risque, ni s'il serait aussi efficace dans d'autres régions du monde. Elle fait toutefois ressortir d'autres éléments intéressants.

La formule méditerranéenne n'apparaît pas seulement plus efficace, mais plus facile à adopter. En effet, même si un groupe était censé s'astreindre à un régime faible en gras, la consommation de ce nutriment n'a pratiquement pas diminué. Les changements bénéfiques se sont plutôt manifestés chez les participants qui suivaient le régime méditerranéen, dans le type de gras consommé.

C'est le triomphe de la substitution sur la privation. Le régime faible en gras recommandait deux fois moins d'aliments, et en interdisait deux fois plus, incluant des ingrédients bien vus dans le régime méditerranéen, comme les noix et les poissons gras. Résultat? Seuls les patients des groupes méditerranéens ont augmenté leur consommation d'aliments bénéfiques, comme le poisson et les légumineuses. Ces patients ont aussi augmenté leur consommation d'huile d'olive et de noix, sans doute parce que les chercheurs leur en donnaient en cadeau.

De toute évidence, il est plus facile d'adopter des aliments bons pour la santé, et de les préférer à d'autres moins désirables, quand on les a sous la main.

SOMMET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS



LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Heureusement qu'il y a
 Marc Garneau...
 par André Pratte

> LES SOPRANO... À MONTRÉAL

Par François Cardinal, à lire sur le Blogue Quel avenir pour Montréal?

LA QUESTION DU JOUR

Le gouvernement fédéral songe à imposer des droits de péage sur les ponts Champlain, Jacques-Cartier et Mercier. Êtes-vous d'accord avec cette solution?

Oui, 50% Non, 45%
 Je ne sais pas, 5%

Résultats à 18h, hier – 11 708 répondants

OPINION

Choisissons nos modèles

Les athlètes amateurs sont des sources d'inspiration qui mériteraient d'être valorisées davantage



MÉLANIE DUGRÉ

Avocate,
 l'auteure
 collabore
 régulièrement
 aux pages
 Débats.

La semaine dernière, j'ai aperçu le sourire d'un million de dollars sur le visage d'Alex Harvey qui, le bronze au cou, est devenu le premier Canadien à remporter une médaille individuelle aux championnats du monde de ski de fond. C'était quelques jours à peine après les brillantes performances des équipes canadiennes de patinage de vitesse et de ski acrobatique à Sochi.

Au même moment, mon conjoint, un journaliste sportif passionné de sport amateur qui, depuis plus de 10 ans, accompagne les athlètes québécois dans leurs succès et leurs échecs, passait ses soirées à éplucher, avec rigueur et minutie, des dossiers de candidature en prévision du prochain Gala Sport Québec, dont on parle trop peu. Je l'ai entendu pousser des «oh!», des «ah!» et des «wow!» admiratifs devant les parcours exceptionnels et les impressionnantes performances des athlètes en nomination.

Et puis, j'ai soudainement pensé qu'on ne cherche pas toujours nos héros au bon endroit. Il suffit de se promener sur les diverses chaînes de télévision et de radio offrant une couverture sportive pour constater la place prédominante qu'occupent les discussions entourant le hockey de la LNH. L'idée n'est pas de faire le procès du

hockey professionnel, encore moins celui de la sacro-sainte institution du Canadien de Montréal, dont les succès et les échecs influencent de façon fascinante le biorythme et l'humeur collective des Québécois.

Mais puisque tout est une question d'offre et de demande et qu'on ne peut reprocher aux médias de satisfaire l'appétit des Québécois pour le sport professionnel, j'estime que s'impose une petite réflexion sur nos choix de modèles et sur ce que nous souhaitons célébrer collectivement.

En matière de sport amateur, le Québec, loin de faire piètre figure, pourrait néanmoins faire mieux à au moins deux chapitres. D'abord au niveau du support offert

programmes scolaires. Un meilleur financement favoriserait également l'accès au sport d'élite à des jeunes, par ailleurs fort talentueux, mais dont les parents ne disposent pas des ressources financières nécessaires à la poursuite de leurs aspirations.

Ensuite, nous pourrions certainement bonifier nos efforts sur le plan de la promotion du sport tout en valorisant et célébrant avec fougue et intensité les performances de nos athlètes québécois de qui on parle si peu à l'extérieur de la période olympique. Ces jeunes sont de magnifiques modèles de persévérance, de courage et de ténacité, susceptibles d'inspirer et d'encourager leurs pairs à nourrir la foi en leurs rêves et leurs capacités.

Le Québec aurait tout avantage à s'inspirer d'un pays comme l'Australie qui subventionne généreusement le sport amateur et lui accorde une place prioritaire dans ses programmes scolaires.

aux diverses fédérations de sport amateur qui, la plupart entassées dans les sombres sous-sols sans fenêtre du Stade olympique, s'emploient à faire des miracles avec des budgets serrés afin d'appuyer les jeunes athlètes et ainsi promouvoir une jeunesse forte, saine, intelligente et dynamique.

Le Québec aurait tout avantage à s'inspirer d'un pays comme l'Australie qui subventionne généreusement le sport amateur et lui accorde une place prioritaire dans ses

À cet égard, la croisade du charismatique Pierre Lavoie mérite certainement d'être saluée et elle devrait devenir l'occasion d'un mouvement collectif destiné à accorder au sport amateur, et à ses athlètes, la place au soleil qu'ils méritent.

Le sport possède des vertus thérapeutiques pour traiter de nombreux maux physiques, mentaux et sociaux. Tâchons de réaliser que nous avons au Québec la matière brute et les artisans de ce puissant remède.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Une amie qui vit en Allemagne me dit que les Allemands ne pensent qu'à une chose: travailler! Est-ce une revanche pour avoir perdu la guerre? D'autres qui ont visité le Japon me disent également que les Japonais ont honte d'avoir perdu la guerre, ce qui leur donne un sentiment d'infériorité. Pourtant, les Japonais ont aussi une éthique du travail exceptionnelle. Les Français, contrairement aux Allemands et aux Japonais, n'ont pas d'éthique du travail aussi compétitive. C'est sans doute l'une des grandes raisons de la faiblesse actuelle de leur pays.

- Michel Magnant

L'agresseur n'est pas une victime



KARINE POIRIER
L'auteure réside à Laval.

À l'âge de 16 ans, je travaillais dans un Dunkin' Donuts la nuit. J'étais seule comme employée de nuit à six heures le matin.

Une nuit, à 2 h, alors que j'étais en train de préparer des beignes dans la cuisine arrière, j'ai entendu la sonnette de la porte m'avertissant qu'un client venait de rentrer. Je me présente à l'avant pour aller servir mon client. À cet instant, j'aperçois trois hommes vêtus de cagoules. Un avec une arme à feu, un autre avec un couteau. Je vois ces hommes venir vers moi à une lenteur qui m'a paru être une éter-

choc, j'étais toujours incapable de prononcer un mot. Ils sont rentrés frustrés dans la cuisine arrière, en menaçant de me faire du mal.

Une porte d'un petit local était barrée à clé. À coups de hache et de coups de pied, ils ont commencé à défoncer la porte. À ce moment, une cliente est rentrée dans le restaurant. Les hommes à cagoules m'ont obligé à aller servir la dame en me surveillant, cachés dans la cuisine, avec leur arme à feu pointée sur ma tête.

Je tremblais en préparant de la nourriture en me demandant si je sortirais vivante de cette nuit-là. La dame décidant de manger sur place, j'ai dû improviser, à la demande des voleurs, et prétexter qu'il y aurait beaucoup de bruit parce que la cuisine était en



PHOTO PHOTOS.COM

J'ai fait des cauchemars pendant des années sur cette nuit de terreur. Mes agresseurs ne savent pas à quel point ils ont détruit en partie la vie d'une jeune femme en quelques minutes.

né. Ma vision était floue à ce moment, je n'arrivais qu'à distinguer des ombres. Ils sautent par-dessus le comptoir-caisse et me menacent de leurs armes. J'ai ressenti un tel sentiment d'impuissance, j'étais incapable de prononcer un mot. Seul un petit cri de détresse a réussi à sortir de ma bouche.

N'ayant pratiquement aucun argent dans la caisse, les voleurs ont commencé à s'impatienter, me criant de leur dire où était l'argent. Je n'en savais rien, et sous le

renouveau. Après un bon moment, la dame est partie du restaurant.

Les voleurs ayant finalement réussi à ouvrir la porte verrouillée, ils y ont découvert un coffre-fort avec des enveloppes d'argent contenant quelques milliers de dollars. Satisfaits, ils ont quitté les lieux par l'arrière du restaurant.

Cela m'a pris quelques minutes pour me ressaisir et appeler les policiers. J'ai dû me rendre au quartier de la police pour tenter

L'agresseur n'est absolument pas une victime et il se remettra de ses quelques bleus, contrairement aux réelles victimes qui resteront marquées à vie.

d'identifier des suspects, mais sans succès.

J'ai fait des cauchemars pendant des années sur cette nuit de terreur. Incapable de me promener dans les rues, d'aller au restaurant, revivant constamment cet événement.

Vivant dans ma bulle, car les autres jeunes de mon âge à cette époque ne pouvaient me comprendre. Incapable d'écouter des films lorsqu'il y a des personnes portant des cagoules.

J'ai maintenant 29 ans. Je me souviens toujours de cet événement comme si cela s'était passé hier. Je me souviens des moindres détails, des odeurs, de la musique qui jouait à ce moment-là. Je me souviens de tout. Mes agresseurs ne savent pas à quel point ils ont détruit en partie la vie d'une jeune femme en quelques minutes cette nuit-là.

Les gens qui ont une mauvaise opinion des policiers pour l'arrestation musclée

à Trois-Rivières devraient peut-être s'attarder à ce que je viens d'écrire, et réaliser que l'agresseur n'est absolument pas une victime et qu'il se remettra de ses quelques bleus, contrairement aux réelles victimes qui resteront marquées à vie.

Je ne suis pas pour la violence, mais je crois qu'il faut essayer de comprendre une situation avant de jeter le blâme sur les mauvaises personnes.

Du profilage social

RITA LC DE SANTIS

L'auteure est députée libérale de Bourassa-Sauvé et porte-parole de l'opposition officielle concernant la Commission des droits de la personne et l'accès à l'information.

J'ai pris connaissance avec intérêt de la récente série d'articles signés Katia Gagnon et consacrés à ce qu'elle a décrit comme des « médiateurs urbains ». Ils font ressortir l'importance de bâtir des ponts entre les diverses communautés culturelles et des diverses mesures qui ont été instaurées en consultation avec les gens du milieu. Elles semblent porter leurs fruits, et c'est tant mieux.

Mais là où je m'inscris en faux, c'est quand on se sert de Montréal-Nord pour illustrer tout ce qui va mal. Dans la manchette de première page et en trois articles qui, au total, font tout juste une page, le nom de Montréal-Nord est cité à cinq reprises, et chaque fois, avec une connotation des plus péjoratives.

Comme si ce n'était pas assez de faire l'amalgame « Montréal-Nord = gangs de rue », Montréal-Nord est aussi décrit comme un ghetto!

Certes, il existe d'importantes disparités à Montréal-Nord: trop de familles vivent dans la précarité et leurs conditions socio-économiques doivent être sensiblement améliorées. Ces défis sont de taille et il faut travailler sans relâche à leur trouver une solution. Ces problèmes ne se sont pas manifestés en un jour et les solutions ne viendront pas en un jour non plus, il faut bien le comprendre.

Cela dit, décrire Montréal-Nord comme un amalgame de gangs de rue et un ghetto ne reflète pas la réalité de l'ensemble de l'arrondissement, et nuit à la communauté. De telles affirmations ne servent qu'à perpétuer des préjugés et ne constituent rien de moins que du profilage social – sournois et ô combien malsain!

Décrire Montréal-Nord comme un amalgame de gangs de rue et un ghetto ne reflète pas la réalité de l'ensemble de l'arrondissement, et nuit à la communauté.

Par exemple, des jeunes de ma circonscription m'ont raconté que lorsqu'ils postulent un emploi, ils évitent de dire qu'ils sont de Montréal-Nord!

Dans mon premier discours à l'Assemblée nationale après mon élection en septembre

dernier, j'ai expliqué que ma circonscription couvre presque tout l'arrondissement de Montréal-Nord. J'ai affirmé que les Nord-Montréalais sont des gens fiers qui ont le cœur à l'ouvrage et qui forment une grande famille. Je suis honorée maintenant d'en faire partie. On y trouve une pépinière de talents et un réservoir d'énergie extraordinaires. Mais malheureusement, ce n'est pas toujours le message que les médias véhiculent lorsqu'il est question de Montréal-Nord.

Je me suis engagée à être non seulement le porte-étendard des besoins et des préoccupations de mes électeurs, mais aussi de me faire l'écho de leurs réalisations et de leurs bons coups. J'invite donc *La Presse* à venir à Montréal-Nord voir ce qui se fait de bon. J'invite également tous les médias et tous les leaders d'opinion à ne pas donner dans le profilage social.

Contre le profilage social doit être une priorité aussi importante que de lutter contre le profilage racial.

CONFRONTATION

M^{me} de Santis, je connais bien le quartier Montréal-Nord pour y avoir fait un long reportage en 2008, d'ailleurs récompensé par un prix Judith-Jasmin. On ne peut certainement pas nier que la crise majeure qui est survenue dans ce quartier, en particulier dans un secteur dont la population est presque totalement noire ou latino, était justement due à l'attitude de confrontation des policiers du quartier ou d'escouades spécialisées. L'exact contraire de l'approche de médiation, qui avait été implantée dans le quartier voisin de Saint-Michel. C'est cet aspect de Montréal-Nord que les intervenants déplorent dans mon article. — Katia Gagnon

L'énorme succès des soins palliatifs

MARCEL BOISVERT

L'auteur est un médecin à la retraite et professeur agrégé de médecine à l'Université McGill. Il réagit à l'opinion du Dr Mark Basik intitulée « Incompatibles », qui a été publiée samedi dernier.

Contrairement à vos dires, les soins palliatifs ne sont pas voués à l'échec. Si échec il y a, puisque toute vie a son terme, il appartient aux oncologues et autres collègues.

Les succès sont la norme en soins palliatifs. Plus de 95 % des patients s'y éteignent paisiblement, soulagés et accompagnés. L'aide médicale à mourir ne concerne que ceux parmi les 5 % de malchanceux dont la souffrance demeure réfractaire aux meilleurs soins et qui demandent à mourir parce que leur fin de vie est devenue insupportable.

Vous faussez la réalité en parlant d'une aide « proposée et appliquée rapidement ». Peut-être en Oregon, mais certainement pas au Benelux où la règle d'or est de ne jamais proposer, mais d'attendre que le malade en parle... Et il n'y a jamais d'empressement, moins de 50 % des demandes étant honorées. Quand cela presse, il ne s'agit pas d'euthanasie, mais de protocole de détresse en extrême, comme on en soigne tous les jours dans tous les hôpitaux.

Une autre désinformation: en Belgique, les soins palliatifs sont accessibles à toute la population en vertu d'une législation. Le nombre de « demandes » de patients bénéficiant de soins palliatifs n'est pas inférieur à celui de patients recevant des soins standards.

Ce n'est pas aux soignants de décider si la fin de vie affreuse d'un mourant a de la valeur, mais à lui seul.

Les succès sont la norme en soins palliatifs. Plus de 95 % des patients s'y éteignent paisiblement, soulagés et accompagnés.

Oui, les soins palliatifs sont un immense progrès, un succès de 95 % le prouve et attire des éloges. Pratiquer une logique univoque qui absolutise la survie en toutes circonstances, se prête à des postures inhumaines, selon Jacques Grand'Maison. Dans chaque cas, écrit-il, il faut rechercher la solution la plus humaine, en respect de l'autonomie du mourant.

Je m'attriste sans m'étonner que vous ne voyiez pas que les besoins d'un mourant devraient avoir préséance sur l'agenda des soignants.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Inc. Le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

Faites passer votre équipe au nouveau **BlackBerry® Z10** avec la LTE de Rogers



Faites l'expérience de l'ultrarapide BlackBerry® Z10

- Le nouveau navigateur BlackBerry® est **ultrarapide, simple et puissant.**
- Le clavier BlackBerry® – **saisie rapide, précise et sans effort.**
- Parlez avec un spécialiste **BlackBerry® certifié pour petites entreprises** en magasin, au téléphone ou en ligne avec *aGENS de liaison*^{MC} Rogers.

149⁹⁹\$*

avec certains forfaits de trois ans[±]

INTERNET SANS FIL LE PLUS RAPIDE AU PAYS[†] – LA LTE DE ROGERS

CONSULTEZ rogers.com/BB10-affaires **APPELEZ** au 1-855-248-6201 **VISITEZ** le magasin Rogers le plus près



Les offres sont d'une durée limitée et peuvent être modifiées sans préavis. *Des frais uniques de mise en service allant jusqu'à 35\$ (les frais varient selon la province) s'appliquent. Les frais de temps d'antenne additionnel, les frais de transmission de données, les frais d'interurbain, les frais d'itinérance, les frais liés aux options et les taxes sont en sus et facturés mensuellement. Des frais de récupération des économies réalisées sur l'appareil et (ou) des frais d'annulation de service s'appliquent selon les modalités de votre entente. †Selon des tests comparant les vitesses de téléchargement du réseau LTE de Rogers à celles des réseaux LTE de Bell et de Telus dans la zone de couverture LTE de Rogers. Nécessite un appareil et une carte SIM LTE ainsi qu'un forfait. La vitesse réelle peut varier selon l'appareil, la topographie, les conditions environnementales, la congestion du réseau et d'autres facteurs. Le réseau LTE de Rogers est offert dans certaines villes canadiennes. Consultez rogers.com/laLTE pour obtenir des renseignements sur les zones de couverture. *Dans le cadre d'une nouvelle mise en service d'un forfait Voix ou données de 3 ans assorti de frais de service mensuels combinés d'au moins 45\$. ©2013 Research In Motion Limited. Tous droits réservés. BlackBerry®, RIM®, Research In Motion® et les marques de commerce, noms et logos qui y sont associés sont la propriété de Research In Motion Limited et sont des marques déposées et (ou) utilisées aux États-Unis et dans d'autres pays. RIM rejette toute obligation, déclaration, garantie et responsabilité de quelque nature que ce soit au regard de dommages concernant les produits et services tiers. ©2013 Rogers Communications